

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE SUR
LE CHÈQUE ALLEMAND

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 26 mai 1913, à 3 heures, par

MAX D. ADLER

Président : M. LYON-CAEN
Assesseurs { MM. CAPITANT
PERCEROU

PARIS
Imprimerie DRIAY-CAHEN
17 & 18, RUE POISSONNIÈRE, 17 & 18

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'eutend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses ; ces opinions doivent etre con-
sidérées comme propres à leurs auteurs.*

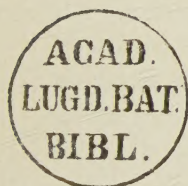
UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE SUR
LE CHÈQUE ALLEMAND

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 26 mai 1913, à 3 heures, par

MAX D. ADLER



Président : M. LYON-CAEN
Assesseurs { MM. CAPITANT
PERCEROU

PARIS
Imprimerie DRIAY-CAHEN
17 & 18, RUE POISSONNIÈRE, 17 & 18

1913

INTRODUCTION

Parmi les grandes nations commerçantes, il en est bien peu qui ne possèdent pas de législation sur les chèques ; la plupart ont, dans la deuxième moitié du 19^e siècle, ou au commencement du 20^e, jugé nécessaire de se donner une loi sur cette matière (1). Parmi ces dernières, l'Allemagne se fit remarquer par le retard qu'elle apporta à l'élaboration de sa législation sur le chèque. Quelle fut la cause de ce retard ? Ce ne fut pas le peu de développement ou même l'absence du trafic par chèques en Allemagne ; comme nous le verrons plus loin, l'Allemagne, en 1908, avait un mouvement de chèques comparable à celui des autres grandes nations ; ce qui fut la base de l'âpre débat qui s'engagea sur la Loi du chèque et qui dura plus d'un quart de siècle, ce fut la question de savoir s'il était utile ou même désirable que le législateur vint s'immiscer en cette matière.

A vrai dire, si le besoin d'une telle loi se faisait vivement sentir, elle n'était pas absolument indispensable (l'exis-

(1) France, loi du 14 juin 1865, 19 février 1874 ; — Angleterre, loi de 1882 ; — Belgique, loi du 20 juin 1873 ; Suisse, loi du 15 janvier 1883 ; — Italie, loi du 2 avril 1882 ; — Espagne, loi du 22 août 1885 ; — Autriche, loi du 3 avril 1906 ; — Japon, loi du 16 juin 1899.

tence et le développement même du chèque avant la loi en sont la preuve) et si la loi paraissait devoir rendre de grands services en fixant des points importants, quoique de détail, (délai de présentation, recours en cas de non-paiement) pour lesquels l'absence de réglementation légale présentait de sérieux inconvénients, il n'en était pas moins vrai que beaucoup de bons esprits voyaient d'un œil inquiet l'intrusion de l'Etat dans le domaine commercial.

Les avantages qui pourraient résulter d'une intervention de l'Etat ne compensaient pas, à leurs yeux, les inconvénients de cette intervention, notamment l'établissement possible d'un impôt sur le chèque et la fixation de pénalités rigoureuses contre ceux qui enfreindraient les prescriptions légales.

Quoi qu'il en soit, vers la fin du siècle dernier, un mouvement important se produisit en Allemagne en faveur de l'utilisation du chèque comme instrument de virement ou de paiement et rendait de plus en plus nécessaire aux yeux de la grande majorité du monde commercial la codification des règles appliquées dans la pratique et l'élaboration de quelques règles nouvelles pour fixer certains points où l'absence de réglementation paraissait spécialement regrettable. De là le grand mouvement en faveur de la législation du chèque qui jusqu'en 1908 ne cessa d'agiter les juristes, les banquiers et les commerçants allemands et qui, par l'ampleur qu'il prit et par les nombreux moyens de propagande qu'il mit en œuvre (congrès, réunions, brochures et ouvrages) finit par convaincre le gouvernement de la nécessité de légiférer sur cette matière.

Sans doute aussi l'exemple de l'Autriche, qui, faisant son profit des interminables discussions qui avaient lieu en Allemagne, se donna dès 1906, une législation du chèque,

contribua-t-il dans une certaine mesure à décider le gouvernement impérial à hâter le vote du projet.

C'est là un exemple des plus caractéristiques de l'influence que peut avoir l'évolution économique sur la formation de la loi ; à une nouvelle forme de transaction doit nécessairement correspondre une nouvelle formule juridique et le législateur ne se trouve en quelque sorte qu'à avoir à enregistrer le changement qui s'est produit dans les usages.

C'est un principe dont nous trouvons, dans le développement du droit commercial, des exemples constants. Ainsi, en France, l'intérêt en matière commerciale, libre depuis 1886, était déjà libre en fait depuis de nombreuses années. De même, autrefois, le jeu de Bourse n'était pas considéré comme licite, et il a fallu la loi du 28 mars 1885 pour proclamer la validité des marchés à terme d'une façon absolue.

Nous constatons d'une manière générale que le droit commercial, qui dérive immédiatement de l'état des relations économiques, est en transformation constante ; il n'est, d'ailleurs, lui-même, qu'une branche détachée du droit civil et destiné à donner des règles et des sanctions à des pratiques que le droit civil, à la fois trop général dans son esprit et trop complexe dans son application, n'est pas apte à fournir. Aussi, voyons-nous sans cesse la pratique du commerce imaginer de nouvelles créations qui répondent à des besoins économiques nouveaux et que le législateur, malgré ses efforts, ne peut arriver à faire entrer dans les cadres existants. Force lui est alors de créer une nouvelle législation, de façon à mettre d'accord la pratique sans cesse en transformation et la loi, qui est le droit consacré et en principe immuable.

C'est un exemple de fait que nous donne la législation allemande sur le chèque, exemple caractéristique et frappant d'une longue lutte où le législateur dut finir par s'incliner comme toujours devant les exigences de la pratique.

ROLE ECONOMIQUE DU CHÈQUE EN ALLEMAGNE

Avant d'étudier la Loi de 1908 et les discussions auxquelles elle donna lieu, il est utile de connaître quel avait été avant cette époque en Allemagne l'usage des chèques et de quelle manière cet usage avait été réglementé avant le vote et la mise en vigueur de la nouvelle loi.

Le chèque, comme instrument de paiement, remonte à une haute antiquité. Il ne rentre pas dans le cadre de cette étude de voir comment il se développa dans les différents pays et l'on trouvera tous les développements sur ce sujet dans les différents travaux indiqués dans la bibliographie.

Il suffira de rappeler ici que dans les pays allemands, l'on trouve vers la fin du Moyen-Age les premiers précurseurs du chèque. On vit à cette époque des princes, en particulier les rois de Pologne et de Danemark, les ducs de Saxe, de Brunswick, de Limbourg, et même l'Empereur, dépourvus d'argent liquide, accorder à leurs créanciers comme paiement, des titres donnant droit au paiement de taxes échues ou non échues de certaines villes. C'est ce qui se produisit en particulier au 14^e siècle, entre la ville de Lunebourg et les ducs de Brunswick, et au 15^e siècle entre la ville de Dantzig et les rois de Pologne ; ceux-ci réglaient souvent leurs plus petites dépenses en mandats payables sur cette ville. De pareilles coutumes se retrou-

vaient d'ailleurs dans d'autres pays et en particulier en Angleterre où les rois, au ^{xiii}^e et au ^{xiv}^e siècle, donnaient déjà de véritables traites sur le « Lord of the Exchequer ».

Mais la véritable patrie du chèque régulier, basé sur un dépôt en Banque, est l'Italie. Selon Georges Cohn, les plus vieux chèques connus nous viendraient de Sicile.

Le chèque, sous sa forme actuelle, se trouve dans la deuxième moitié du 16^e siècle à Messine en 1543, à Naples en 1573, à Milan en 1593 (1). Puis nous voyons le chèque apparaître en Hollande sous la forme de *Kassiersbriefje*, sortes de quittances établies au préalable par les commerçants et destinées à faciliter les paiements ; elles étaient liquidées par l'intermédiaire des « *Kassiers* », sortes de banquiers dont la profession était de servir d'intermédiaire pour les paiements à effectuer entre gens de professions différentes. En Allemagne, dès le 17^e siècle, on voit dans les grandes villes et spécialement dans les foires circuler des écrits destinés à faire effectuer des paiements, et de même qu'en Hollande, on y trouve des caissiers de corporation qui se chargeaient de la négociation de ces effets. Ce fut particulièrement à Hambourg que le chèque prit une certaine extension, bien qu'il n'y eût pas rencontré partout un accueil favorable. En 1610, la municipalité avait proposé même d'interdire absolument les mandats de paiement et à Nuremberg, en 1611, on décida que, pour être valables, ces pièces devraient porter l'acceptation formelle de l'assigné. Ces écrits prirent cependant une grande extension. A Hambourg fut fondée, en 1619, la Girobank, sur le modèle de la Banque d'Amsterdam ; on y déposait des barres de métal dont la valeur était exactement déterminée, ce qui permettait le transfert de cette valeur d'un compte à un

(1) *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, tome III.

autre, sans mouvement de fonds ; comme les fluctuations de la valeur des différentes unités de mesure n'offraient pas une base suffisamment solide pour les transactions, on choisit comme étalon la « Mark-Banco ». Mais au début, ces virements ne pouvaient se faire sur un ordre écrit, il fallait dans chaque cas que le mandat fût donné verbalement ; ce n'est que plus tard que l'usage des virements écrits devint possible.

Dans d'autres états s'opposaient au développement de ces opérations : la prohibition pour les banquiers privés de recevoir des dépôts portant intérêt, les impôts, quelquefois considérables, qui frappaient les mandats de paiement, impôts que le commerce arrivait d'ailleurs à éluder assez aisément.

Ce fut au milieu du xix^e siècle que les grandes Banques allemandes (*Berliner Kassenverein*, *Frankfurter Bank*, *Dantziger Bank*, *Staedtische Bank*, à Breslau), se mirent à imiter l'Angleterre où depuis 1828 il était permis à de grandes Sociétés de faire le commerce des dépôts et des recouvrement, et où ces organisations avaient pris de suite un développement en rapport avec la grande expansion des affaires à cette époque.

En 1823, une entreprise s'était fondée à Berlin sous le nom de « Kassen Verein » ; son but était de faciliter les paiements au moyen de virements entre les comptes des différents clients de l'établissement ; ceux-ci pouvaient déposer leurs espèces dans les coffres de la maison et recevoir en échange des bulletins de dépôt, sans toucher aucun intérêt.

A l'origine, cette organisation ne comprenait que dix banques de Berlin. En 1848, elle fut transformée en une Société par actions sous le nom de *Bank des Berliner Kassen-*

vereins ; elle continua à accepter les dépôts et à donner en échange des bons négociables. Ce n'est qu'après 1870 que le mouvement des virements s'accrut considérablement, en même temps que le chèque calqué sur le chèque anglais se développait de jour en jour. Mais, en réalité, ce n'est pas là que le véritable chèque de paiement fut employé pour la première fois. Le mérite de l'introduction du chèque en Allemagne revient à la « Oldenburger Bank ». Cette banque de moyenne importance avait dès 1869 ouvert à ses clients des comptes de dépôts sans minimum de fonds déposés, et leur laissait la latitude de les retirer au moyen de chèques. Cet exemple fut imité par une de ses filiales, la « Osnabruecker Bank ». D'autres banquiers suivirent assez rapidement cet exemple, mais le chèque ne pouvait s'étendre au delà de la clientèle de ces établissements, et son emploi restait forcément très limité. Parmi ces banques, il faut citer en particulier, la *Frankfurter Bank*, la *Dantziger Privataktienbank* et la *Staedtische Bank zu Breslau*.

Ce fut vers cette époque que le chèque fit son entrée dans la législation : à l'occasion du droit de timbre dans la Confédération de l'Allemagne du Nord, l'article 24 (1) de la loi sur le timbre (10 juin 1869) dispense sous certaines conditions les chèques de l'impôt du timbre.

Mais c'est surtout dans les trente dernières années et en particulier depuis la création de la Banque de l'Empire que le mouvement des chèques a pris une extension considérable.

La loi du 14 mars 1875 transforma la Banque de Prusse en Banque d'Empire ; cette même loi réglementait les con-

(1) ARTICLE 24. — Sont libres de tout droit de timbre les chèques ou mandats de payer adressés par l'émetteur à la Banque ou à l'établissement de crédit qui se charge de ses affaires.

ditions de l'émission des billets de banque et soumettait à l'impôt ceux qui étaient émis au delà d'un certain montant, qui ne devait pas dépasser le tiers de l'encaisse métallique. Ce devint alors une nécessité de plus en plus impérieuse de développer les moyens de règlement en dehors de l'argent monnayé et es billets de banque, dont de trop larges émissions eussent attiré à la Banque de l'Empire des frais d'impôt extrêmement élevés.

De plus, la réduction possible du stock des billets en circulation devait diminuer la quantité d'espèces monnayées dont la présence est indispensable dans les coffres de la Banque de l'Empire et permettre d'en rendre une notable partie à la circulation. Ceci présentait l'avantage d'amener une diminution du taux de l'escompte, ce qui épargnerait au commerce allemand des sommes considérables.

Aussi la Reichsbank entreprit-elle de développer activement l'usage des chèques et des virements dans la clientèle et le tableau suivant (1) donnera une idée de l'extension que ces modes de règlement prirent alors.

A Berlin, un certain nombre de grandes banques se réunirent pour fonder, sous le nom de « Bank des Berliner Kassenvereins », un Etablissement destiné à centraliser les opérations de virement et de compensation. En 1883, cette

(1) Conrad Handbuch des Deutschen Scheckrechts.

Années	Nombre de clients ayant un compte courant	Somme des crédits en compte courant au 1 ^{er} janvier Marks	Virements entre les différents comptes	
			au crédit Marks	au débit Marks
1877.....	3.425	92.301.879	13.548.284.732	13.503.744.356
1881.....	5.412	131.153.091	18.724.187.313	18.734.589.141
1886.....	6.689	194.516.076	28.625.551.724	28.604.291.328
1891.....	9.074	252.704.183	40.509.017.205	40.503.760.265
1896.....	12.292	302.081.810	52.827.208.776	52.775.463.823
1901.....	17.134	409.379.026	83.893.691.626	83.835.061.587
1906.....	23.783	482.118.194	122.830.133.042	122.792.337.189

organisation fut remaniée suivant le modèle des « Clearing Houses » et d'autres systèmes analogues se mirent à fonctionner sur tout le territoire de l'empire.

Le mouvement des chèques et des virements de la Banque de l'Empire qui s'élevait à 50 millions de marks environ lors de la fondation de la chambre de compensation en 1884, se monte actuellement à plus de 250 millions de marks ; pour l'ensemble des treize chambres de compensation (1) établies successivement sur tout le territoire de l'empire, le mouvement total est monté de 18 milliards en 1889 à environ 45 milliards en 1908 ; une grande partie de ce mouvement a été effectué à l'aide de chèques.

Ce mouvement est cependant loin d'avoir l'extension qu'il a pris, par exemple en Angleterre et aux Etats-Unis, et l'on peut s'en rendre compte par la comparaison entre l'ensemble des transactions de ces pays et la quantité de numéraire nécessaire pour effectuer ces transactions. Les opérations commerciales de l'Angleterre s'élèvent à environ 28 milliards pour lesquels l'Angleterre emploie environ 3 milliards et demi d'argent liquide, soit $\frac{1}{8}$ du commerce total. L'Allemagne, pour un commerce qui atteint à peine 20 milliards, a besoin de 6 milliards de numéraire, soit $\frac{1}{3}$ de son commerce total. Une telle différence ne peut s'expliquer que par la meilleure utilisation du stock de monnaie anglais, c'est-à-dire par une organisation plus perfectionnée des moyens de paiement et de crédit.

On voit l'économie énorme que pourrait réaliser l'Allemagne en perfectionnant de plus en plus son système de circulation, de façon à éviter l'usage d'une aussi grande quantité de numéraire. L'intérêt de 6 milliards à 3 0/0 est

(1) Berlin, Brême, Breslau, Chemnitz, Cologne, Dortmund, Dresde, Elberfeld, Francfort, Hambourg, Leipzig, Munich, Stuttgart.

de 180 millions, et même si nous supposons la circulation réduite seulement au niveau actuel de celle de l'Angleterre, soit à $1/8$ du commerce total, nous verrons la circulation de l'Allemagne descendre à 2 milliards $1/2$, soit une économie de 3 milliards $1/2$ qui, à 3 0/0 l'an, représenterait encore pour le pays un revenu de plus de 100 millions. Mais là ne s'arrêterait pas l'économie produite par la réduction du stock de monnaie, par rapport au chiffre des transactions totales.

Pour obtenir un chiffre se rapprochant de la vérité, il faudrait encore ajouter aux sommes énoncées précédemment d'autres économies provenant de facteurs d'une certaine importance.

Nous citerons par exemple le temps perdu par les banques et par le commerce en opérations de paiement et de transport de monnaie qui, au moins une fois mensuellement, immobilisent une grande partie du personnel des établissements de crédit ou de commerce ; il en est de même de l'usure de la monnaie, usure considérable, puisqu'une pièce d'or circulant normalement, tombe au-dessous de son poids en une vingtaine d'années. Ce sont là des frais considérables, et une bonne législation doit s'évertuer à épargner au pays des charges qui peuvent être évitées.

L'Allemagne n'a d'ailleurs pas négligé de suivre cette voie, et nous rencontrons dans sa législation une suite de mesures favorables au développement des instruments de crédit et de compensation.

Nous voyons ce mouvement se manifester de diverses manières.

Citons, dans cet ordre d'idées, l'organisation des chèques postaux (1). En 1887, la Banque de l'Empire conclut

(1) Voir thèse Chevauchez : *Les chèques postaux*.

avec l'Administration des Postes un accord, depuis étendu à toutes les Banques douées d'un système de virement, qui permettait à la poste de verser directement le montant des mandats au crédit de ceux qui avaient des comptes dans ces établissements, et au public, de tirer des chèques sur la Banque de l'Empire pour la valeur des versements effectués à la poste. Cette innovation rencontra un grand succès, mais elle ne s'adressait pas au plus grand nombre ; il fallait, en effet, pour pouvoir en profiter, avoir un compte à la Banque de l'Empire ou dans une grande banque, ce qui n'était pas à la portée de tous. On se rendit compte de l'avantage qu'il y aurait pour la masse de la population à ce que la généralité des règlements pût se faire par chèques ; on vit également le rôle important que le gouvernement pouvait jouer en cette matière, s'il se décidait à transformer en petites banques facilement accessibles à tout le monde, les milliers de bureaux de postes disséminés sur le territoire de l'Empire. Un projet en ce sens fut présenté au Reichstag en 1900 par M. de Podbielsky, secrétaire d'Etat des Postes de l'Empire. Il ne fut pas accepté, mais le Reichstag inséra dans la loi des Finances du 30 mars 1900 un vœu tendant à ce que le service des chèques postaux fût réglementé par voie législative avant le 1^{er} avril 1905. A la date indiquée, rien n'était encore fait, et il a fallu attendre jusqu'au 1^{er} janvier 1909 pour voir entrer en vigueur l'organisation des chèques postaux, organisation dont nous attendons encore en France l'établissement.

D'autres mesures ont été prises pour favoriser l'extension des chèques. Une décision récente du gouvernement prie instamment tous ceux des fonctionnaires qui touchent annuellement des appointements supérieurs à 3.000 marks, d'indiquer à l'administration une banque où ils ont un

compte ouvert ; trimestriellement, la Banque de l'Empire virera au crédit de ce compte la somme qui leur est due. Il est à présumer que cette mesure rencontrera un accueil favorable auprès des fonctionnaires allemands, surtout si l'on songe qu'elle s'applique à tous ceux qui dépendent du gouvernement, non seulement aux fonctionnaires civils, mais encore aux militaires plus disciplinés et plus susceptibles d'obéir aux suggestions du pouvoir.

Il demeure entendu que les intéressés sont toujours libres de toucher leurs fonds quand ils le désirent et dès le jour où leurs appointements leur sont acquis ; ils peuvent aussi, suivant leurs besoins, en opérer le retrait au moyen de chèques ; mais le fait d'éviter l'usage de numéraire aux époques du paiement est déjà une mesure qui simplifie considérablement les opérations de la Trésorerie, en même temps qu'elle permet de mettre utilement à la disposition du commerce des sommes qui, autrement, seraient immobilisées.

Dans cet ordre d'idées, la Banque de la Prusse Orientale, à Koenigsberg, s'est engagée à bonifier un intérêt de 3 0/0 avec faculté de retrait journalier aux fonctionnaires qui lui feraient le dépôt de leurs traitements.

Parmi les caisses d'épargne, il en est quelques-unes (celle de Lippe en particulier) qui laissent tirer sur elles à l'aide de chèques. Celle de Brême participe même à une chambre de compensation, et beaucoup d'entre elles ont un compte dans de grandes Banques ou à la Banque de l'Empire.

De même les chemins de fer de Saxe ont adopté un système suivant lequel les paiements et les encaissements ne sont effectués en numéraire que lorsqu'il est impossible d'agir autrement.

C'est un mouvement fort intéressant, et qui serait susceptible d'une grande extension dans certains cas où on n'a pas encore songé à l'appliquer ; par exemple en ce qui concerne le paiement des pensions dues par l'Etat ou le recouvrement des impôts.

A toutes ces mesures est venue se joindre la loi sur les chèques du 11 mars 1908, loi qui fait le sujet de cette étude.

Il ne faudrait pas, cependant, s'illusionner sur les avantages de tels systèmes au point de méconnaître les très grands inconvénients qui pourraient résulter de ces pratiques, si elles se généralisaient. Il est évident que dans un moment de crise, de guerre ou de tension politique les milliers de fonctionnaires créanciers de l'Etat pour des sommes considérables au total, quoique très disséminées, concevraient des inquiétudes quant à la solvabilité immédiate des caisses publiques, et viendraient exiger en foule le paiement des sommes à eux dues par l'Etat, ceci au moment même où l'Etat aurait le plus besoin de numéraire.

Une telle éventualité qui apparaît comme presque fatale en cas de grosses difficultés, aurait le très grand inconvénient de superposer à la crise politique une crise monétaire extrêmement grave et de dresser contre l'Etat ceux sur lesquels il devrait pouvoir compter le plus.

On voit dans une telle hypothèse que, par la réduction du stock monétaire d'une part, et d'autre part par la mise à la disposition de l'Etat des sommes dues aux fonctionnaires, le développement à outrance du système des chèques et de la compensation peut présenter parfois de très sérieux inconvénients.

ETAT DU DROIT EN ALLEMAGNE AVANT LA LOI DE 1908

Avant la loi de 1908, tout ce qui concernait la réglementation du chèque se trouvait en Allemagne dans la plus grande confusion. Le Code de Commerce ancien, le nouveau Code de 1900, la Loi sur le change de 1848, les Lois particulières des Etats, le droit civil, contenaient une foule de dispositions les unes directement relatives aux chèques, les autres s'appliquant à l'*Anweisung* ou mandat civil et que l'on pouvait à la rigueur appliquer aux chèques. Ces dispositions souvent peu claires, quelquefois même contradictoires, formaient un ensemble confus où l'on pouvait bien trouver quelques règles applicables aux chèques, mais où aucune des grandes questions qui les concernent (délai de présentation, recours, etc.), ne recevait de solution satisfaisante. Il en était de même pour les arrêts et jugements des cours et des tribunaux, ainsi que pour les coutumes commerciales qui, nous le verrons, ne pouvaient guère donner plus de renseignements sur la matière. Aussi les opinions des jurisconsultes étaient-elles extrêmement variées et divergentes, ce qui, à l'égard du monde des affaires, faisait régner une incertitude préjudiciable aux intérêts du commerce.

Nous allons examiner d'abord les dispositions que l'on rencontrait dans la législation allemande avant 1908 : il n'y

avait avant cette loi que deux états dont la législation s'occupât particulièrement et expressément du chèque : l'Alsace-Lorraine et la principauté de Lippe.

En Alsace-Lorraine, la situation était spéciale : c'était l'ancienne loi Française de 1865 qui avait été maintenue ; par contre, la nouvelle loi de 1874 n'était évidemment pas applicable : cet état de choses avait été conservé jusqu'en 1900 par l'article 17 de la loi d'introduction du nouveau code de commerce (1).

En Lippe, on ne trouve pas de Loi spéciale pour le chèque, mais une ordonnance du 1^{er} décembre 1882 permet l'usage du chèque dans les caisses d'épargne du pays et contient quelques règles générales qui les concernent. Il est à remarquer qu'à cette même époque en Prusse (1886), un règlement ministériel refusait aux caisses d'épargne l'autorisation de se servir de chèques pour leurs opérations.

On rencontre encore une fois une allusion aux chèques dans la loi sur le timbre du 10 juin 1869 qui leur accorde la liberté du droit de timbre quand ils n'ont pas été acceptés (2).

On s'est demandé pendant un certain temps si les chèques à ordre rentraient bien dans cette catégorie. Finalement, le 24 octobre 1875, le Tribunal supérieur de commerce de Leipzig a répondu affirmativement à cette question.

Le Code de commerce de 1861 ne contient rien sur les chèques, et rien qui puisse leur être appliqué concernant les

(1) Art. 17. Loi d'introduction du code de 1900 : Les dispositions légales des Etats confédérés sur le chèque sont maintenues.

(2) Art. 24. Sont libres de tout droit de timbre : les chèques ou mandats de payer adressés par l'emetteur à la Banque ou à l'établissement de crédit où il a un compte ouvert.

obligations du tiré, le délai de présentation et les recours contre les endosseurs. On y trouve cependant deux dispositions qui, à la rigueur, peuvent s'appliquer aux chèques ; ce sont celles des art. 301-305.

Ces articles énoncent des règles sur les mandats à ordre payables par un commerçant et sur ceux émis par lui, mais ils passent sous silence les questions de recours et de délai de présentation et concernent d'ailleurs exclusivement les commerçants. Il est vrai qu'en pratique la plupart des chèques peuvent rentrer dans cette catégorie, mais les articles en question se rapportent à l'acceptation, alors que la loi sur le timbre spécifie que le chèque ne peut être accepté. Au reste, pour que la loi relative à la lettre de change trouvât son application, il fallait que le titre contint expressément le mot « Wechsel » ce qui était le cas pour la lettre de change ou le billet à ordre, mais non pour le chèque.

Aussi, en cette absence de texte et si, comme cela est général, le chèque est chose commerciale, devait-on appliquer l'art. I du Code de commerce de 1861 sur les usages en droit commercial et à son défaut le droit civil particulier de chaque état.

Trois autres législations civiles contenaient des règles spéciales sur le mandat de paiement : celles de la Prusse, du Grand-Duché de Bade, et de la Saxe :

1° Prusse. — Il y avait 49 articles du code Prussien (251-299) consacrés au mandat civil ; les dispositions qu'ils mentionnent sont inapplicables en général au chèque. Le délai de présentation qui était de 14 jours sur une même place et même plus étendu de place à place, était beaucoup trop long ; de plus, le code ne prévoyait aucune espèce de recours basé sur le titre même ; la non-observation du délai

de présentation n'était pas sanctionnée par la perte du recours, et ne donnait lieu qu'à la réparation du préjudice causé.

2° Bade. — Le Code civil français ne contient aucune clause relative au mandat de payer, mais le Code badois, qui en est la reproduction, y consacrait un chapitre spécial en 11 articles (2010 à 2021). Le législateur ne fixait pas de délai de présentation ; celui qui avait reçu un mandat devait procéder aussitôt à son recouvrement. Plus tard une décision judiciaire (1) déclara qu'un délai de huit jours était trop long ; mais le jugement n'indiquait pas un maximum de délai pour la présentation.

La convention entre le tireur et le bénéficiaire d'un délai plus long que quelques jours, donnait lieu à la perte de toute action contre le tireur en cas de non paiement.

3° En Saxe, la loi donnait à l'émetteur le droit de révocation jusqu'à l'acceptation, le titre était dépourvu de valeur si le tiré mourait avant d'avoir accepté ; il n'y avait ni recours basé sur le titre même, ni délai maximum de présentation.

Dans les pays qui n'avaient pas de règles spéciales, c'était le droit commun qui s'appliquait et celui-ci, en ce qui concerne le mandat, était très contesté. On discutait un assez grand nombre de points, entre autres, la question de la révocabilité du mandat, de son extinction par la mort du tiré, la question de délai de présentation et la question de recours.

Le nouveau Code de Commerce Allemand entré en vigueur le 1^{er} janvier 1900 a laissé de côté toutes les dispositions précédentes ; il ne s'est pas occupé des chèques, mais

(1) Tribunal de Heidelberg (23 décembre 1880).

dans ses articles 363 à 365, il examine les mandats à ordre émis par un commerçant et en particulier leur endossement auquel il attribue une grande partie des effets que donne à l'endossement de la lettre de change et du billet à ordre la loi sur la lettre de change, sauf cependant en ce qui concerne le recours du porteur contre les endosseurs précédents.

Les règles de cette loi étaient en grande partie applicables aux chèques à ordre qui sont généralement tirés sur des commerçants, mais elle présentait encore de nombreuses lacunes ; pour les combler, on devait appliquer d'après l'art. 346 les usages les plus répandus parmi les commerçants. Eventuellement, on peut appliquer à ces chèques à ordre commerciaux dont s'occupe le Code de commerce les règles du nouveau code civil qui est entré en vigueur à la même époque et qui s'occupe dans ses articles 783 à 792 de l'*Anweisung* ou mandat civil. Ces dernières règles s'appliquent d'ailleurs à tous les chèques au porteur et aux chèques à ordre tirés sur des non-commerçants.

Les règles sont les suivantes :

1° Il n'est exigé sur le titre que l'indication du nom du tireur, du nom du tiré, de celui du bénéficiaire et de la somme à payer. Les autres mentions telles que le lieu, la date de création, le lieu et le jour de paiement, ainsi que la nature de l'avoir ne sont pas indispensables (Art. 783).

2° L'acceptation est irrévocable : elle engage la responsabilité de celui qui accepte et se prouve par une mention spéciale inscrite sur le titre (Art. 784).

3° Le paiement ne peut être exigé que contre la remise du titre (Art. 785).

4° On ne peut exiger un paiement de la part d'un tiré

qui n'a pas accepté, alors même qu'il se trouverait être débiteur du tireur.

5° Le tireur est autorisé à révoquer son ordre tant que le titre n'a été ni accepté ni payé, alors même que cette révocation pourrait causer un préjudice au bénéficiaire ; ce fait peut entraîner de graves conséquences.

6° Le titre est transmissible à moins que l'émetteur n'ait spécifié qu'il ne devait pas l'être, soit sur le titre même, soit par un avis donné au bénéficiaire. Si le titre est à ordre sur un commerçant, il se transmet par endossement selon la loi ; dans les autres cas, il se transmet par la tradition accompagnée d'une déclaration écrite : c'est alors une cession régulière.

L'article 788 dit expressément que la remise du mandat ne vaut pas paiement et que le débiteur n'est libéré de son obligation qu'une fois que le mandat a été payé.

Ces règles s'appliquent-elles au chèque au porteur ? Ceci est assez douteux, car le Code civil ne reconnaît pas spécialement l'existence d'une *Anweisung* établie au porteur.

De plus, le Code civil ne contient absolument rien concernant le délai de présentation du mandat, le protêt, le recours contre les endosseurs successifs, toutes questions dont la solution importait au plus haut point.

COUTUMES COMMERCIALES JURISPRUDENCE --- CONVENTIONS

Le nombre des procès commerciaux ayant porté sur les chèques n'est pas grand, et les enseignements qu'on a pu en tirer ne sont guère importants. Il est intéressant pourtant de relever un arrêt (1) qui dit en parlant du chèque, que pour le paiement un délai très court doit être admis et que l'usage commercial qui en cette matière fait loi ne dépasse pas huit jours. Le même jugement ajoute qu'il n'y a pas lieu de reconnaître comme établi un droit de recours du porteur contre le tireur ou les endosseurs.

Par contre, un autre arrêt (2) dit qu'en ce qui concerne la responsabilité du tireur et des endosseurs, le chèque doit être traité comme une lettre de change.

Nous trouvons ailleurs un arrêt contredisant également le premier cité (3) et d'après lequel aucune règle de droit coutumier ne peut obliger à présenter un chèque dans un délai de huit jours ; mais il admet dans l'intérêt du trafic que le délai ne devrait pas dépasser une quinzaine de jours.

La question de la falsification ou de l'imitation de la signature du chèque fait l'objet de deux arrêts contradic-

(1) Cour d'appel de Cologne, 21 février 1883.

(2) Cour d'appel de Hambourg, 3 août 1877.

(3) Cour suprême de Saxe (16 juin 1902).

toires. Un premier (4) nie la responsabilité du propriétaire d'un carnet de chèques dont la signature a été imitée. Un autre (5) admet la responsabilité du propriétaire du chèque quand celui-ci a été volé par suite d'une négligence, la falsification de la signature n'ayant pu forcément éveiller la méfiance de celui à qui le chèque a été présenté. Ce jugement n'admet donc pas la nécessité pour le tiré d'avoir à comparer la signature qui se trouve sur le chèque avec celle du titulaire du carnet qui doit régulièrement être en dépôt chez lui.

Une autre source importante de renseignements sur le droit coutumier se trouve dans les conventions que les grands établissements de crédit concluent avec leurs clients quoique ces conventions s'appliquent plus généralement à la forme extérieure qu'aux différents caractères juridiques du chèque.

La convention intervenue le 14 février 1883 entre la Banque de l'Empire et toutes les maisons alors affiliées à la chambre de compensation de Berlin est typique et elle a servi de modèle à un grand nombre d'autres banques. Elle fit adopter une formule unique de chèque. Voici cette formule, qui fut la seule reconnue valable par la Banque de l'Empire et les 112 établissements de crédit les plus importants :

M..... (Nom du tiré) à.... paiera contre ce chèque de mon avoir à..... ou au porteur la somme de.....

Date

Signature

A gauche se trouve une souche portant le numéro du chèque accompagné des mots : Remis à M.... le... Cette souche doit être conservée par le tireur.

(4) Cour d'appel de Hambourg, 20 octobre 1867.

(5) Cour d'appel de Celle, 18 novembre 1886.

A droite se trouve une autre partie détachable avec 20 chiffres montant jusqu'à 500.000 qui sont découpés de façon à ne laisser adhérente que la partie représentant la valeur portée au chèque, disposition semblable à celle des mandats postaux en France et destinée à prévenir toute falsification de la valeur portée.

Ainsi le chèque récépissé et le chèque au porteur se trouvent écartés, seul le chèque-mandat avec la clause alternative est réglementé. Ne devaient pas être payés les chèques où la clause à ordre était biffée, ou qui fixaient un délai de paiement. Ces règles devaient se trouver imprimées sur la couverture de tous les carnets de chèques, et, de plus, tout chèque devait porter en haut et à gauche son numéro d'ordre, et en haut et à droite son montant en chiffres. La mention « *Nur zur Verrechnung* » (Uniquement pour la compensation) pouvait être imprimée ou écrite en biais au travers du texte : cette mention était irrévocable et le tiré qui payait en argent un tel chèque était responsable du préjudice possible. Cette clause qui, nous le verrons plus loin, a été reprise par la législation de 1908, est bien plus stricte que le *crossing* anglais, car elle ne limite pas seulement la liberté du tiré en ce qui concerne la personne à laquelle il peut payer, mais elle lui défend absolument tout paiement en espèces et donne au chèque le caractère d'un virement.

De plus, aucun chèque ne peut être accepté et les adhérents au système s'engagent à ne laisser tirer de chèque sur eux par leurs clients que sur la base d'un avoir liquide.

Cette clause implique la nécessité d'une provision préalable ; quant à la question importante du délai de présentation et celle du recours, il n'en est pas question.

Nous avons exposé tout ce qui existait en Allemagne sur le chèque avant 1908, tant au point de vue législatif qu'au point de vue jurisprudence. Une foule de questions restaient pendantes, pour lesquelles le besoin d'une réglementation précise se faisait vivement sentir.

HISTORIQUE DE LA LOI

Le mouvement en faveur de la codification des règles concernant le chèque et l'élaboration des règles nouvelles commença il y a environ une trentaine d'années.

A sa tête, nous trouvons le docteur Richard Koch, ancien président de la Reichsbank, qui publia un certain nombre d'articles très documentés en faveur de la codification (1) où il montra les avantages économiques qui résulteraient d'un développement plus grand du système des compensations basé sur l'extension de l'emploi des chèques.

En 1879, la Chambre de Commerce de Brunswick élaborâ un projet de loi qui fut soumis aux autres chambres de commerce. Une cinquantaine d'entre elles se prononcèrent pour le projet de la chambre de Brunswick, sept seulement déclarèrent s'y opposer, douze ne firent aucune réponse. La plupart acceptèrent les principes qui étaient posés, en particulier la Chambre de Commerce d'Heidelberg qui présenta sur la question un mémoire remarquable du professeur Georges Cohn (2). Le 18 novembre 1879, une conférence des délégués des différentes chambres se réunit à Brunswick, mais ceux-ci se refusèrent à voter le projet de loi sur le chèque tel qu'il était présenté et un nouveau projet fut

(1) R. Koch. Über den Giro-Verkehr und den Gebrauch von Schecks als Zahlungsmittel : *Archiv für Handelsrecht* (vol. 37).

(2) Über den Gebrauch des Schecks (*Buchs Archiv*).

mis sur pied ; la conférence ne jugea pas qu'une loi était indispensable. La même année, le congrès des jurisconsultes allemands s'occupait de la question sur la proposition de la chambre de commerce de Magdebourg, mais il se refusait à admettre la nécessité d'une loi en l'état actuel des transactions. Vers la même époque, une commission des Doyens des commerçants de Berlin présenta un autre projet de loi qui passa à peu près inaperçu au milieu de ceux dont nous venons de parler.

Le premier mouvement en sens contraire se manifesta la même année. Le 26 novembre, le Comité permanent du Congrès du Commerce allemand déclara toute législation sur le chèque inopportune.

En 1882, la direction de la Banque de l'Empire mit à l'étude un projet de loi sur le chèque qui fut soumis à l'approbation des directeurs et hauts fonctionnaires de la Banque de l'Empire et reçut partout un accueil favorable.

Le Congrès Commercial qui se tint à Berlin en 1882 s'occupa activement de la question et, après un rapport de M. Georg Siemens, se mit d'accord avec le comité des doyens de Berlin sur les points suivants qui furent adoptés à une grande majorité le 11 décembre 1882 :

« La nécessité s'impose d'une législation du chèque qui » devra être établie sur les bases suivantes :

» 1° Le chèque doit être un instrument de paiement et » non de crédit ;

» 2° Il est nécessaire dans l'intérêt de l'avenir économique » du pays de favoriser le développement du chèque par des » dispositions légales appropriées ;

» 3° Il faut pour que cette législation soit efficace qu'elle » contienne :

» a) Une définition légale du chèque ;

- » b) L'indication d'un délai de présentation très court ;
- » ce délai pourra être prolongé pour les chèques tirés de
- » place à place ;
- » c) La suppression de tout droit de timbre ;
- » d) En cas de non paiement, un recours contre l'émet-
- » teur et les endosseurs éventuels, de même que pour la
- » lettre de change. »

En 1884, à la commission permanente du Congrès du Commerce, qui se tint à Wurzburg, la question suivante fut posée : Une législation du chèque s'impose-t-elle ? Cette question fut résolue affirmativement par Koch et négativement par Behrend, Dreyer, Erythropel, etc. Finalement, le Congrès vota la résolution suivante :

« Le Congrès pense qu'il est désirable dans l'intérêt de l'usage actuel des chèques et de son développement futur de voir rapidement s'établir une législation. »

Ce ne fut qu'en 1891 que le gouvernement impérial, sur les instances des dirigeants de la Banque de l'Empire, sortit de son inaction. Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur publia le 26 janvier 1892, un projet de loi qui eut le don de susciter l'ardeur des commerçants et des juristes. De toutes parts, le projet fut commenté. Le commerce se montrait spécialement hostile à l'article 26 de ce projet qui punissait de fortes amendes le retrait de la provision ou l'indication d'une fausse date d'émission.

Le directeur de la Bank des *Berliner Kassenvereins*, le Conseiller Hoppenstedt, publia en février un contre-projet. Ses observations ainsi que celles des chambres de commerce de Hambourg, Mannheim, Francfort, Stuttgart et Mulhouse portèrent leurs fruits dans la discussion qui eut lieu au Conseil fédéral et le projet modifié fut renvoyé au Reichstag,

mais par suite de la dissolution du Parlement, il ne fut jamais discuté. Cependant, dès ce moment, la question ne devait plus sortir du cercle des préoccupations des commerçants. Au Congrès du Commerce Allemand de 1897, la question de la législation du chèque vint de nouveau sur le tapis présentée cette fois par la Chambre de Commerce de Munich. Le Congrès déclara finalement qu'une loi pouvait être très utile, mais qu'elle était loin d'être indispensable.

Le premier Congrès général des Banques qui se tint à Francfort en septembre 1902 déclara à la suite d'un rapport de M. Thorwart que le projet alors déposé au Reichstag n'était pas suffisant pour les besoins du commerce.

En 1906, les doyens du commerce de Berlin s'occupèrent à nouveau de la question. Ils se déclarèrent eux aussi ennemis d'une réglementation, pensant que les règles du droit civil et du droit commercial sur les mandats de payer pouvaient suffire et que mieux valait qu'il n'y eût pas une loi spéciale dont les dispositions trop précises pourraient nuire au développement considérable qu'était susceptible de prendre cet instrument de paiement.

Le débat devint alors très âpre et dans un article (1), le conseiller de commerce Max Richter présenta et condensa tout ce que l'on a pu invoquer contre la législation des chèques.

Il reconnaît les lacunes de la législation existante mais les croit de peu d'importance et impropres à justifier l'entreprise toujours hasardeuse d'une nouvelle législation ; de plus, il ne pense pas que le gouvernement puisse élabo-

(1) Gegen ein Scheckgesetz. *Deutsche Wirtschafts-Zeitung*. M. Richter.

rer une loi acceptable. « Il faudrait, dit-il, que les commerçants allemands n'eussent rien vu de ce qui s'est passé dans le dernier demi-siècle, s'ils pensaient que le Reichstag actuel est capable de rédiger une loi utilisable par le commerce (1). »

Le reproche était bien immérité et d'ailleurs dépourvu de toute base sérieuse et les faits sont venus le démentir. L'Allemagne, pour faire une bonne loi, n'avait pas besoin de faire œuvre originale ; elle n'avait qu'à choisir parmi les législations de tous les états voisins.

M. Richter craignait encore que l'on se refusât à accepter un chèque transmissible par endossement si la législation organisait le recours contre les endosseurs sur la même base que pour les effets de commerce. Il ne méconnaissait pas que l'on souffrit beaucoup de l'inexistence d'un délai légal de présentation, mais il prétendait qu'un ensemble de conventions particulières pourrait suffire le cas échéant.

Il redoutait l'influence de la loi en ce qui concerne les conditions à remplir pour qu'une personne eût la capacité de tirer. Il craignait aussi un impôt élevé et proportionnel à la valeur du chèque et de fortes amendes dans les cas de non observation de la loi, tels que l'absence de provision ou la post-date du chèque, pénalités de nature à détourner le public de l'emploi du chèque et à porter préjudice aux dépôts effectués dans les banques.

En ceci il se trompait, car l'opinion publique à cette époque réclamait au contraire l'établissement de pénalités,

(1) Une enquête faite à la même époque par la *Monatschrift für Handelsrecht* montre qu'il n'était pas seul de son avis. C'était chez tous la crainte d'un droit élevé et la peur de pénalités néfastes pour le commerce en cas de dérogation aux règlements qui faisaient paraître peu désirable la création d'une loi.

surtout en ce qui concerne l'émission des chèques sans provision, qui est un véritable danger pour le crédit.

De plus, l'exemple de l'Autriche était là pour rassurer ceux que pouvait effrayer l'idée du juge criminel faisant irruption avec tout son arsenal de peines dans le domaine des affaires.

La Loi autrichienne du 3 avril 1906 dit en effet dans son article 23 : Il y aura une amende de 3 0/0 de la valeur non couverte du montant du chèque, mais elle ajoute : c'est le *juge civil* qui prononce la peine.

M. Riesser, directeur de la *Bank für Handel und Industrie*, et le docteur Georg Cohn écrivirent pour la défense d'une législation sur le chèque de nombreux articles, approuvés en cela par la majorité des chambres de commerce et par l'opinion publique (1).

La mauvaise situation économique qui survint dans les premières années du xx^e siècle et la rareté de l'argent qui en résulta ne furent pas sans influence sur la rapide reprise de la question.

Le 10 mai 1907, le Reichstag vota un ordre du jour par lequel il demandait au gouvernement de déposer dans le plus bref délai un projet de loi qui réglerait d'une façon définitive les transactions par la voie de chèques.

Le gouvernement déposa le 13 juillet 1907 un projet qui contenait entre autres les dispositions suivantes : il dispenserait le chèque du droit de timbre, mais ne prévoyait pas de sanctions pénales pour réprimer les irrégularités qui pouvaient être commises.

Ce projet fut qualifié de provisoire pour permettre aux intéressés de prendre part à la discussion et de proposer

(1) En particulier, Riesser. *Bemerkungen zum vorläufigen Entwurf* 1907. — G. Cohn. *Der Kampf um ein Scheckgesetz*.

des corrections et des amendements, ce qui se produisit (1).

Le projet généralement approuvé fut adopté par le Conseil fédéral et soumis au Reichstag.

L'exposé des motifs se basait sur le développement du trafic par chèques dans les pays où l'usage en était réglementé et déclarait que le public mettrait beaucoup plus d'empressement à user du chèque si son emploi était régularisé par une loi (2). Il constatait de plus que dans toute la législation allemande, seule la loi sur le timbre des effets de commerce (Article 24) s'occupait du chèque pour le dispenser du droit de timbre. Il indiquait, en outre, que les conventions faites entre les particuliers pour réglementer l'usage des chèques et notamment celles des banques avec leur clientèle (3) n'avaient de valeur qu'entre les parties et ne s'appliquaient pas aux rapports avec les tiers. De plus, le chèque était et ne devait être qu'un instrument de paiement et non de crédit. Le délai de présentation devait donc être extrêmement réduit. Le rapport contenait enfin un assez grand nombre de remarques sur des points de détail que nous mentionnerons au fur et à mesure de l'étude des différentes caractéristiques du chèque.

Ce projet vint en discussion en première lecture les 22 et 23 janvier 1908.

(1) Projet présenté par M. de Bethmann-Hollweg au nom du Chancelier. Documents du Reichstag, tome 244, page 3442.

(2) En Angleterre, disait le projet, 97 % des paiements effectués par les grandes banques le sont au moyen de chèques; aux Etats-Unis, 95 % le sont également. En Allemagne même, on voit, entre autres grandes banques, le trafic de la *Oldenburgische Spar- u. Leihbank*, s'occupant spécialement de la diffusion du chèque, progresser de 1900 à 1906 de 9,86 millionu de marks à 46,25 millions.

(3) Certaines grandes banques, ont publié des brochures destinées à indiquer au public les avantages du paiement par chèques.

A la première lecture (1), diverses observations furent faites dont nous nous bornerons à reproduire celles qui présentent le plus d'intérêt.

Le député Nacken fit observer qu'il y aurait sans doute lieu d'étendre la qualité de tiré à certaines catégories de commerçants auxquelles le projet ne l'accordait pas.

Il indiquait en particulier les grandes entreprises ayant des établissements ou des comptoirs dans de nombreuses localités. La faculté de pouvoir tirer des chèques sur de tels établissements serait particulièrement précieuse pour le public dans les colonies où il n'existe pas de banques.

Il demandait également que l'on accordât un délai de présentation plus long, à cause du petit public des campagnes qui n'est pas en rapport journalier avec les banques et est quelquefois obligé d'accomplir un véritable voyage avant de pouvoir toucher un chèque.

Le docteur Weber observa que les grandes banques ne favorisaient guère le chèque par les frais considérables qu'elles attachaient à son paiement. « Ainsi, disait-il, lorsqu'on présente à la Reichsbank à Hambourg un chèque tiré de Berlin, on a à payer des frais se montant de 1/2 0/00 à 1 0/00 de la valeur du chèque, sans parler des formalités et des pertes de temps. »

Le docteur Franck (de Mannheim) objecta qu'il ne fallait pas s'illusionner sur les avantages du chèque, qui n'a jamais évité une crise monétaire ; les ouvriers allemands se verraient-ils réduits en cas de perturbation économique au sort de leurs camarades américains qui durent, en 1907, accepter comme salaire des chèques dépréciés ?

Telle fut également l'opinion du député Raab : l'énorme

(1) 21 Janvier 1908. Comptes-rendus des séances du Reichstag, tome 320, page 2600.

échange de chèques aux Etats-Unis n'a pas sauvé ce pays d'une crise redoutable, il a même été peut-être un des facteurs du désastre.

A la séance du 23 janvier, le docteur Arendt attira l'attention sur la nécessité de la loi au point de vue économique, mais à condition qu'elle fût accompagnée de mesures destinées à empêcher la fuite du numéraire. « En Allemagne, disait-il, il y a très peu d'or en circulation, particulièrement dans les classes inférieures où l'or est une rareté ; dans le haut commerce et dans l'industrie, on recherche l'or pour le porter à la Banque ; si la loi que l'on propose actuellement amène à cet établissement de plus grosses quantités d'or, ce qui est désirable, encore faudra-t-il adopter une politique appropriée pour empêcher cet or de passer à l'étranger, ce qui serait très désavantageux pour le pays. »

Après la première lecture, le projet de loi fut renvoyé à une commission de quatorze membres d'où il revint pour la deuxième lecture qui eut lieu le 21 février 1908. Il fut de nouveau renvoyé à la commission qui ajouta aux établissements désignés au paragraphe 2, les caisses d'épargne placées sous la surveillance du gouvernement.

Le projet revint une troisième fois devant le Reichstag le 25 février et c'est à cette séance que le docteur Marcour présenta encore quelques observations.

Il fit remarquer qu'en Allemagne les fonctionnaires étaient payés trimestriellement et d'avance. Ceci représentait pour l'Administration de l'Empire et celle du Royaume de Prusse seuls, au commencement de chaque trimestre, un mouvement de fonds de 225 millions.

« Cette manière de procéder n'allait pas sans inconvénient l'un des principaux était que les familles de fonction-

naires, dans l'aisance au début du trimestre, arrivaient souvent à la fin dans la gêne la plus extrême.

En donnant à tous ces fonctionnaires la faculté de retirer leur avoir des caisses publiques, peu à peu et au moyen de chèques, on éviterait à celles-ci de gros mouvements de fonds tout en développant chez les participants le goût de l'épargne. »

Le projet fut adopté, et le 1^{er} mars de la même année, il était promulgué comme loi de l'Empire.

Tel est l'historique de la législation au chèque que nous allons maintenant examiner plus en détail.

ESPRIT GÉNÉRAL DE LA NOUVELLE LÉGISLATION

La nouvelle loi se caractérise par l'ordre, l'esprit pratique de ses dispositions, malgré certains défauts du texte, qui parfois manque de clarté.

La Loi de 1908 fait souvent allusion à celle de 1869 :

Le chèque est une délégation à vue, de plus il est endossable. Dans ces conditions, la législation du chèque doit être calquée sur celle de la lettre de change, et c'est ce que l'on a compris en Allemagne.

La loi commence par réglementer très strictement la forme du chèque ; elle exige que le mot « chèque » figure textuellement, ainsi que diverses autres mentions, afin qu'il soit valable. Elle tranche aussi la question controversée de savoir si la mention expresse, spécifiant que le chèque doit être payé sur l'avoir du tireur est indispensable ; elle résout cette question affirmativement comme la loi autrichienne. Cette disposition expose celui qui tirerait un chèque à découvert, non seulement à des dommages et intérêts en cas de non paiement, mais à des poursuites correctionnelles. L'avoir signifie évidemment la somme jusqu'à concurrence de laquelle le tiré s'est, par une convention avec le tireur, engagé à payer le chèque. Il n'est pas indispensable que le tireur ait effectué un dépôt de numéraire chez le tiré. Le crédit peut exister à la suite de toute opération, paiement par un tiers, escompte d'effets ou même prêt du tiré au tireur, dont ce dernier disposerait

par chèque. Ce qui importe au point de vue de la sécurité du trafic des chèques, c'est que le tiré se soit engagé à payer le chèque sur lui. La loi ne demande pas plus. La mention que l'avoir du tireur doit être liquide n'est en aucune manière exigée et par conséquent n'a aucune importance au point de vue de la validité du chèque.

On a proposé, afin de sauvegarder la libre circulation, d'intenter des poursuites civiles ou pénales en cas de chèque émis sans provision, ou lorsque la provision viendrait à faire défaut au cours de l'existence du chèque. Le projet de 1892 avait, comme nous l'avons vu plus haut, prévu pour certains cas des amendes, mais on dut reculer devant l'opposition très vive des milieux commerciaux et l'on abandonna cette idée pour ne pas nuire à la vulgarisation du chèque.

La mention de date est évidemment fondamentale et sert de point de départ au délai de paiement. Il est cependant à remarquer que des chèques post-datés et mis en circulation avant la date marqués n'entraînent pas de pénalité pour l'émetteur. Pour ce qui est de la capacité d'émettre un chèque, on peut se rapporter au Code civil. Quant à la capacité du tiré, la loi ne l'accorde qu'à quelques catégories délimitées de personnes ou d'établissements (Art. 2).

Dans les pays autres que l'Allemagne, le droit est assez divers. En Angleterre, un chèque doit être tiré sur un banquier, la même règle se retrouve aux Etats-Unis, et il faut remarquer que c'est dans les pays où l'emploi du chèque s'est généralisé le plus, que la capacité du tiré est limitée. La liberté, sous ce rapport, existe en France, en Belgique, en Suisse, en Espagne, en Russie, dans les Etats Scandinaves, au Japon. L'Italie et le Portugal ont adopté une solu-

tion moyenne et, à côté des banques et établissements de crédit, accordent aussi la qualité de tiré à des négociants.

En Autriche, on accorde la qualité de tiré : 1° Aux caisses d'épargne, banques publiques ou autres établissements destinés à garder l'argent du public ; 2° Aux maisons enregistrées officiellement comme pratiquant le commerce de banque.

Le projet de 1892 rompait déjà avec l'idée de la capacité générale du tiré, de même que l'avait fait le projet présenté au mois de juillet de l'année précédente. Et ceci s'explique, car dans l'esprit de ceux qui demandaient le chèque, cet instrument devait surtout servir à dégager et à réduire la circulation de la monnaie au moyen d'un vaste système de compensation entre les banques et banquiers. Ainsi le principe de la limitation des tirés semblait très raisonnable.

Tandis que le projet de 1892 considérait comme mention essentielle le nom du bénéficiaire du chèque, la loi votée a abandonné ce point de vue pour ne pas apporter trop de gêne à l'émission des chèques, ceux qui ne portent pas le nom du bénéficiaire devant être considérés comme étant au porteur. La loi distingue un certain nombre de chèques : chèque direct, chèque à ordre, chèque à personne dénommée, chèque à personne dénommée ou au porteur (clause alternative), chèque sans dénomination.

Le lieu de paiement est celui indiqué à côté du nom ou de la raison sociale du tiré ; si cette indication manque, on présume que le chèque doit être payé au lieu de sa création. On ne peut demander au tiré — qui en l'espèce est le caissier de l'émetteur — qu'il paie autre part que là où est sa caisse. Par conséquent, la loi considère comme sans valeur la dé-

signation d'un endroit de paiement différent de celui indiqué comme domicile du tiré.

Le paiement à vue est de l'essence même du chèque et le distingue de la lettre de change ; une indication différente, en ce qui concerne l'époque de paiement, rend le chèque nul en Allemagne, tandis que suivant les lois suisse et autrichienne, un chèque est payable à vue, même s'il porte une stipulation contraire. Dans ces pays, la loi n'a pas voulu se résoudre à une mesure radicale pour ne pas porter entrave à la volonté exprimée par le tireur au moment de l'émission.

Pour éviter encore que le chèque ne serve d'instrument de crédit, il est interdit de l'accepter. Une proposition a été faite sans succès d'admettre exceptionnellement une acceptation et alors de traiter le chèque fiscalement comme une traite de petite durée ainsi qu'on fait aux Etats-Unis (*certified check*). Le souci d'un trafic régulier exige que la circulation du chèque soit limitée et sous ce rapport deux points de vue sont à envisager : Si le chèque est un moyen de paiement, on est conduit à un délai très rapproché : S'il doit être un moyen d'éviter un trop grand déplacement de numéraire, il faut lui donner un délai plus long.

Les législations des différents Etats présentent une grande variété. En France, le délai de circulation est de cinq jours sur une même place, de huit jours de place à place, de même en Suisse et en Autriche. En Angleterre, le chèque doit être présenté dans un délai raisonnable, mais non spécifié par la loi.

En Italie, en Portugal, les délais d'un minimum de huit jours, peuvent atteindre jusqu'à quatorze ou quinze jours. Le projet de loi de 1892 donnait un délai de cinq jours qu'on considéra en général comme trop court ; celui de juil-

let 1891 avait accordé sept jours sans compter le jour de l'émission.

Ce délai n'a pas été approuvé par les chambres de commerce, qui ont proposé un délai de 10 jours unique et sans distinctions, délai qui sembla parfaitement convenir afin d'alléger la circulation monétaire, et qui fut adopté par le législateur.

La loi, à propos des chambres de compensation, fixe un autre point : Il peut arriver qu'un chèque soit présenté au dernier jour, alors que le temps matériel manque pour effectuer la compensation ; il est donc indispensable de considérer la présentation pour paiement à une chambre de compensation comme équivalente au paiement effectué. La preuve que la présentation a été faite à temps est nécessaire pour tout recours basé sur le titre même.

L'action ne pourra être intentée que si la preuve de la présentation est administrée soit par une mention faite sur le chèque, datée et signée par le tiré, soit par l'attestation d'une chambre de compensation que le chèque lui a été remis avant l'expiration du délai, ou enfin par un protêt.

Comme pour la lettre de change, le porteur du chèque non payé a le droit de s'adresser à l'un des endosseurs, ou à tous solidairement.

Le chèque peut être révoqué valablement par le tireur une fois le délai de présentation écoulé.

Pour ce qui est de la responsabilité du tiré et des différents signataires du chèque, le projet de 1892 donnait au porteur un droit contre le tiré si au moment de la présentation celui-ci était engagé vis-à-vis du tireur. Mais la loi votée n'a pas suivi cette voie qui aurait mené à de longues contestations, contraires au principe même du chèque.

Ceux qui sont responsables sont donc l'émetteur et les

endosseurs, et ceci en vertu du titre même constitué par le chèque.

Le législateur n'a pas non plus jugé nécessaire d'accorder des dommages-intérêts spéciaux ; il lui a semblé que le recours qui se monte au principal du chèque augmenté de 6 0/0 d'intérêts, des frais et d'une commission de 1/3 0/0 était suffisant.

La loi ne traite pas spécialement des questions de décès, d'incapacité et de faillite pour lesquelles il faut se reporter aux règles du droit civil.

En cas de faillite, il ne peut y avoir de droit spécial de la part du porteur du chèque à l'égard des autres créanciers. Le porteur, une fois qu'il a eu connaissance de la suspension des paiements, n'a plus le droit de toucher le chèque.

Les recours contre l'émetteur et les autres signataires se prescrivent rapidement : par trois mois si le chèque est payable en Europe, autrement par six mois.

Sur un chèque dont une signature est falsifiée, restent obligés ceux dont la signature ne l'est pas.

En ce qui concerne la validité des chèques émis à l'étranger, leur forme doit être en accord avec les règles du lieu d'émission. Cependant, un chèque créé à l'étranger et dont une clause — inutile en Allemagne — aurait été omise, est valable en Allemagne. Cette disposition est en contradiction avec les règles appliquées aux lettres de change (loi sur la lettre de change, article 85, p. 3), mais a pour but d'alléger le travail de vérification auquel les banques seraient obligées.

La loi contient une innovation notable : c'est la possibilité légalement reconnue de l'introduction dans le texte du chèque de la clause : seulement pour la compensation (*nur zur*

Verrechnung) qui interdit le paiement en espèces. Cette clause présente de grands avantages économiques que nous indiquons ailleurs et de plus elle empêche quelqu'un qui se serait indûment approprié le chèque, de le toucher.

Somme toute, nous nous trouvons en face d'une loi assez complète, qui a servi puissamment au développement du chèque en Allemagne avec toutes ses conséquences économiques.

NATURE JURIDIQUE DU CHEQUE

Dans la doctrine, d'une façon générale, on envisageait le chèque, avant qu'une loi ne fût venue lui donner un caractère particulier, comme analogue au mandat de payer et on se basait, pour cette analogie, sur la ressemblance extérieure qui existe entre les deux espèces de titres. Ce procédé est évidemment faux. Il ne suffit pas, pour définir le chèque juridiquement, de s'arrêter à des caractéristiques purement externes. La formule juridique doit être en concordance à la fois avec son aspect extérieur, sa nature réelle et les besoins pratiques auxquels il répond.

On s'est demandé si la remise du chèque devait être considérée comme un acte tendant au paiement ou comme un acte de paiement, ce qui entraînerait des différences sensibles.

Dans le premier cas, si l'opération ne réussit pas, le porteur du titre a un recours contre le tireur pour cause de non-exécution de son obligation de payer. Dans le second cas, l'obligation est éteinte, il y a eu novation de la dette, et le seul recours possible est un recours basé sur le titre même.

Telle est l'opinion soutenue par M. Moltmann dans un

article (1) sur la nature du chèque, où il établit le tableau suivant :

Le mandat de payer
(*Anweisung*)

1° Le mandat de payer n'est pas un paiement, ce n'est qu'une promesse.

2° L'obligation de l'émetteur n'est accomplie que si le tiré accomplit la prestation indiquée sur le titre.

3° Le porteur a contre le tiré un droit dépendant de la volonté du tireur.

Le mandat est révocable (3).

Le chèque

Le chèque est un mode de paiement, il est donné en place de numéraire.

L'obligation est effectuée par la remise du titre à condition qu'il existe une provision suffisante.

Le porteur a contre le tiré un droit personnel et irrévocable basé sur le titre qu'il a en mains ; le chèque est en principe irrévocable (2).

Nous estimons que Moltmann va un peu trop loin lorsqu'il établit ce tableau des différences entre le mandat et le chèque.

S'il est souvent vrai économiquement que le chèque est un mode de paiement donné en place de numéraire, cela n'est pas toujours vrai juridiquement, car la dette initiale qui a servi de base à la création du chèque ne se trouve pas éteinte du fait que celui-ci a été remis.

(1) Moltmann. *Zeitschrift für Rechtswissenschaft* (1904). Moltmann est également l'auteur d'un projet de loi sur les chèques dont les caractéristiques sont : un délai de 5 jours pour l'encaissement, la clause de compensation, la nécessité d'une provision, le recours pour non-paiement, suivant les prescriptions de la *Wechselordnung*.

(2) L'art. 13 de la loi sur le chèque dit que la révocation du chèque n'a d'effet qu'après l'écoulement du délai de présentation.

(3) Code Civil, article 790. La délégation est révocable tant qu'elle n'a pas été acceptée par le délégué.

De plus, si la remise du chèque valait paiement, le chèque ne devrait en aucun cas être révocable. Or, il l'est quelquefois ; cependant, cette révocation, qui n'est possible que lorsque le porteur en ne présentant pas le chèque a commis une négligence, a un caractère tout à fait exceptionnel, ce qui suffit à différencier le chèque de l'*Anweisung* où la révocation a un caractère normal.

On a aussi souvent, dans la doctrine allemande, comparé le chèque à une lettre de change à vue ; ceci offrait l'avantage pratique de pouvoir appliquer à l'un les règles qui régissent l'autre, particulièrement en ce qui concerne les recours.

Mais cette doctrine ne peut être admise ; la base de la lettre de change est en effet l'acceptation grâce à laquelle le tiré se reconnaît débiteur du propriétaire du titre ; rien d'analogue n'existe dans le chèque et la nouvelle législation a spécifié que le chèque ne doit pas être accepté.

Pour Canstadt, le chèque serait un véritable billet de banque dont la cession transmet au possesseur tous les droits qu'avait l'émetteur sur une somme d'argent déterminée déposée entre les mains d'un tiers. Il donnerait en outre au porteur un droit de recours contre l'émetteur, droit dont l'existence serait liée à l'observation d'un délai déterminé pour la présentation.

Ce droit entraînerait certaines conséquences ; il y aurait, en effet, simultanément :

1° Un droit absolu du tireur contre le tiré, basé sur l'existence du chèque.

2° Un droit de recours contre le tireur que les nécessités de la pratique obligeraient à admettre car la confiance que l'on a dans un chèque repose, en général, bien plus sur la confiance que l'on a dans le tireur ou dans les endosseurs

que sur celle que l'on a dans le tiré qui peut toujours refuser le paiement s'il n'y a pas provision suffisante.

Cette théorie a le mérite de bien établir : que le chèque n'est pas un simple mandat et qu'il doit avoir des effets de droit analogues à ceux que crée une cession de créance ; mais elle va cependant trop loin lorsqu'elle assimile complètement le chèque à une cession.

En effet, pour qu'il y ait cession de créance, il faut qu'au moment de la cession la créance existe et c'est ce que Cans-tein suppose pour le chèque lorsqu'il dit : « Si le tireur n'a pas d'avoir chez le tiré au moment de l'émission, cette émission est une escroquerie. »

Cette règle n'est suivie en aucune façon dans la pratique, et ne correspond nullement à la nature du chèque ; le banquier, dans cette opération, doit honorer le chèque si, au moment de la présentation, il y a une provision suffisante, comme le dit la formule généralement employée pour le chèque : « Payez contre ce chèque de mon avoir. »

En principe l'émetteur aura déjà, au moment de l'émission du chèque, un crédit suffisant, mais cela n'est nullement exigé par la loi en Allemagne.

Il n'en est pas de même en France et en Belgique, où la loi exige de façon expresse l'existence de la provision au moment de la création.

De plus, il faut remarquer que l'application de la théorie de la cession conduirait à donner au porteur l'exercice des droits que le tireur a contre le tiré, ce que la loi n'a pas admis.

Il n'y a pas non plus à considérer qu'il y a cession de la propriété de la provision, car d'une part le chèque peut être réglé par sa simple compensation avec une dette que le porteur avait vis-à-vis du tiré, et d'autre part la provision ne

consiste pas en un certain nombre d'espèces déterminées, déposées chez le tiré, mais simplement en un droit de créance pour certaine somme, et c'est ce droit seul qui pourrait faire l'objet d'une cession.

Les résultats de ces diverses théories restent insuffisants. Ni la théorie qui assimile le chèque à « L'Anweisung », ni celle qui l'assimile à une lettre de change ou à une cession de créance ne nous donnent pleine satisfaction.

Si nous voulons savoir quelle est la véritable nature du chèque, il faut regarder les faits tels qu'ils se présentent : le tireur donne un ordre à la Banque qui s'engage à fournir une prestation à un tiers, si toutefois certaines conditions sont remplies.

Il y a là une véritable stipulation pour autrui, quelque chose d'analogue à la constitution d'une assurance sur la tête d'un tiers, il y a création d'un droit en faveur d'une tierce personne, ce droit nouveau créé par la volonté de l'émetteur se trouve incorporé au chèque, et la Banque, en vertu de la convention passée entre elle et le porteur du carnet de chèques, reconnaît le droit de ce tiers, en tant, toutefois, que la condition de provision sera remplie au moment de la présentation.

Le porteur doit donc avoir :

- 1° Un droit contre le tiré, basé sur le titre même,
- 2° Un droit de recours contre le tireur analogue à celui du porteur d'une lettre de change.
- 3° Un droit contre le tireur basé sur l'obligation qui a donné naissance au chèque.

Il ressort de tout ce qui précède qu'il est impossible d'assimiler un chèque à l'une quelconque des formes de transmission de propriété réglées par la loi, qu'il a des caractéristiques qui en font un instrument de paiement nettement

différent des autres et qu'il nécessite, par conséquent, des dispositions spéciales.

Analyse de la loi de 1908

LA FORME EXTÉRIEURE DU CHÈQUE

Dans la loi allemande, nous ne trouvons pas de définition du chèque alors qu'il y en a une dans la plupart des législations antérieures, notamment dans la loi française (1) et dans la loi anglaise (2). La Belgique n'en a pas plus que l'Italie, la Suisse et l'Autriche.

De même, la loi n'a pas fixé pour le chèque de forme extérieure immuable, elle s'est contentée de fixer un certain nombre de caractères qui paraissent indispensables à l'existence du chèque. Cette liberté n'existe d'ailleurs qu'en apparence, car il n'est pas de banque en Allemagne qui voudrait payer un chèque qui ne serait pas établi sur ses formules et rédigé suivant ses indications. C'est en général le modèle connu sous le nom de *Reichsbankscheck* qui a servi de modèle aux banques.

La qualification chèque doit figurer dans le titre, être inscrite dans le texte même ; on peut se demander pourquoi la simple mention en tête ne suffit pas, elle eût été parfaitement suffisante pour distinguer le chèque de la traite ou du mandat.

(1) France. Loi du 14 Juin 1865.

(2) Angleterre. Un chèque est une lettre de change à vue tirée sur un banquier.

Une conséquence bizarre de cette disposition est que, si l'on émettait en Allemagne un chèque payable en Allemagne où le mot chèque serait inscrit dans une langue étrangère, l'application littérale de la loi amènerait la nullité du chèque. C'est ce qui se produit dans certains districts de Pologne et du Sleswig, où les chèques sont rédigés dans la langue du pays. Mais il paraît hors de doute que le législateur n'a pas voulu frapper ces chèques de nullité.

L'indication du mot chèque est prescrite par les lois de Suède et Norvège, Danemark, Japon (quoique dans ce pays elle ne soit pas formellement exigée dans le texte). La législation autrichienne se place au même point de vue que la législation allemande. Par contre, en Angleterre, en France, Belgique, Italie, cette clause n'est pas obligatoire. Il est à remarquer qu'en France, le chèque et la lettre de change devant tous deux être timbrés et suivant un taux différent, il sera toujours facile de distinguer si l'on a affaire à une lettre de change ou à un chèque dans le cas d'un titre à vue et à ordre.

Le chèque doit indiquer le tiré, personne déterminée ou raison sociale, le domicile n'est pas exigé. Les chèques établis payables par le tireur lui-même sont interdits.

La loi spécifie encore que le chèque doit contenir l'indication d'une somme d'argent, repoussant ainsi le chèque de marchandises ; de plus, la loi demande la mention de l'existence d'un avoir chez le tiré et c'est là l'une des principales caractéristiques du chèque ; cet avoir pouvant d'ailleurs, consister en fonds déposés, en compte créditeur, ou même en un crédit ouvert chez le tiré en faveur du tireur par lui-même ou par des tiers.

L'inexistence d'une provision suffisante expose l'émet-

teur au paiement de dommages-intérêts, même à des poursuites pour escroquerie.

Dans plusieurs des premiers projets, on avait pensé à assurer par des pénalités l'existence d'une provision suffisante : le tireur qui, volontairement ou involontairement, dépassait le montant de sa provision, se voyait condamné à des peines rigoureuses. Mais l'opinion générale se montra hostile à de telles mesures qui n'étaient pas de nature à populariser l'emploi des chèques. Finalement, on s'arrêta à la solution que la loi a consacrée.

Le chèque doit être signé, et d'après plusieurs arrêts, le nom doit figurer au recto du chèque et en bas, ni en travers, ni au verso. Cette signature doit être manuscrite, elle ne peut être donnée ni par timbre, ni imprimée alors que contrairement à ce qui se fait en France, le reste du chèque peut être écrit de façon quelconque. Cette signature donnée régulièrement par un mandataire autorisé (un fondé de pouvoirs, par exemple), engage la responsabilité du mandant.

L'indication du lieu et de la date est également indispensable pour la fixation du délai de paiement, c'est d'ailleurs une condition exigée par toutes les législations qui fixent un délai de présentation ; l'Angleterre qui n'en a pas ne demande pas non plus de date.

Quelles sont les sanctions de l'absence de date ? L'Autriche, le Japon, la Suisse considèrent la mention comme indispensable. La France, la Belgique, l'Italie, etc., ont établi des amendes dans les cas de date inexacte.

.. Ces amendes varient de 2 0/0 (Pérou) à 6 0/0 (France) et à 10 0/0 (Belgique, Roumanie et Italie).

Il arrive assez souvent que des chèques se trouvent être postdatés et, selon Conrad, cela tient à la mauvaise habitude qu'ont certaines banques de débiter le tireur du chè-

que à la date du jour de l'émission. Les tireurs ont alors intérêt à postdater les chèques de façon à gagner quelques jours d'intérêts si le chèque n'est pas présenté à l'encaissement le jour de l'émission.

Cette pratique en elle-même est inoffensive ; mais elle peut entraîner l'usage du chèque comme papier à long terme en évitant l'impôt qui frappe les lettres de change.

Les chèques qui sont entrés dans la circulation avant la date qu'ils portent peuvent néanmoins circuler ; le preneur de bonne foi ne peut en effet s'apercevoir que le chèque était en circulation avant la date indiquée comme celle de sa création, mais il perd tout recours, au cas où le chèque serait déclaré non valable.

La loi n'édicte aucune pénalité contre les chèques postdatés ; mais elle leur refuse l'immunité fiscale et rend responsables du paiement des droits l'émetteur et toute personne qui, en Allemagne, a pris part à la circulation du chèque avant la date qu'il porte ; ceci s'explique, puisque le chèque devient un véritable instrument de crédit et doit tomber sous les règles qui régissent les traites. L'obligation au timbre oblige ceux qui ont émis le chèque ou à qui le chèque est parvenu avant le jour qu'il porte comme étant celui de sa création, à le faire timbrer comme effet de commerce, sans quoi ils sont exposés à une amende. Par contre, celui qui entre en possession d'un chèque postdaté après la date qui y est portée n'est pas responsable du paiement du droit de timbre, alors même qu'il connaissait l'irrégularité d'émission.

En France, en Belgique, en Italie, en Autriche, le chèque postdaté entraîne les mêmes pénalités que le chèque non daté. L'Angleterre et l'Amérique qui n'ont pas de délai

de paiement fixé par la loi, n'attachent aucune importance spéciale à la question de date.

Il est à remarquer de plus que le montant de la somme à payer doit être indiqué exactement ; une promesse d'intérêts stipulés ne répondrait pas à cette condition et entraînerait la nullité du chèque.

La loi ne s'est pas du tout occupée du chèque rouge si usité en Allemagne comme en France, et qui d'ailleurs n'est pas, malgré son nom, un véritable chèque : c'est un simple mandat de virement.

La loi indique comme nécessaire l'indication « *de mon avoir* » ce qui, non seulement donne au tiré l'ordre de payer sur la provision, mais encore interdit à un tiers, même d'accord avec le propriétaire de la provision, de disposer de celle-ci par un chèque.

Dans un tel cas, le tiré ne pourrait jamais agir que comme fondé de pouvoirs dûment autorisé par le mandant et agissant pour le compte de celui-ci.

Le chèque ne peut être qu'à vue ; toute stipulation contraire annulerait le chèque. La plupart des autres législations ont disposé de même. Cependant, l'Italie, la Roumanie et le Portugal admettent les chèques payables à dix jours de vue.

La loi exige encore d'autres conditions pour le chèque sans que, cependant, leur inobservation soit de nature à le rendre non valable.

Il doit porter notamment l'indication du bénéficiaire.

LA QUALITÉ DE TIRÉ

La question de savoir si tout le monde pourrait jouir de la capacité de tiré est l'une de celles qui a le plus entraîné de discussions au moment du vote. C'est, en effet, là une question importante qui est étroitement liée à celle de la compensation.

Le gouvernement avait le choix entre différents systèmes :

1° Celui qui ne reconnaît la qualité de tiré qu'aux banquiers ou aux établissements qui s'occupent du maniement des fonds des particuliers. C'est le système adopté en Angleterre (1), aux Etats-Unis, en Hollande, avec des différences de détail.

2° Le groupe qui admet qu'un chèque peut être tiré sur toute personne, c'est le système de la France, de la Belgique, de la Suisse, de l'Espagne.

3° L'Italie et le Portugal sont dans une situation intermédiaire ; à côté des banquiers, elles admettent qu'on peut tirer des chèques sur les commerçants.

Le projet de 1892, à l'exemple du droit français, adoptait le principe de la liberté complète du tiré, mais le Reichstag, après de longues discussions, s'est finalement prononcé pour une limitation de cette qualité. Il entendait ainsi donner au chèque une plus grande utilité économique en

(1) Art. 1 de la loi anglaise sur les chèques.

concentrant, grâce à lui, l'argent dans un nombre restreint d'établissements qui, par des systèmes de virements, feraient des économies d'argent liquide.

Pour la plus grande sécurité des porteurs de chèques, ceux-ci sont obligatoirement tirés sur des personnes ou des établissements jouissant de la confiance du public et ayant à cœur de ne laisser émettre des chèques sur eux que par des personnes sûres.

De plus, cette limitation est parfaitement dans l'esprit de la loi sur le timbre des effets de commerce, article 24, qui exonère du droit de timbre les mandats tirés sur les personnes ou établissements qui s'occupent de l'administration des fonds de l'émetteur.

Il y aurait encore un autre inconvénient possible à l'extension de la qualité de tiré, c'est de voir le chèque prendre un caractère de véritable papier de complaisance.

Tout rapport plus ou moins douteux entre deux personnes pourrait donner lieu à l'émission d'un chèque, surtout avec le sens très élastique qui a été donné au mot avoir ; peu à peu, le chèque tendrait à se rapprocher de la lettre de change et à devenir, au lieu d'un mode de paiement, un instrument de crédit.

Parmi les établissements qui rentrent dans la première catégorie de la loi, on trouve la Banque de l'Empire, la *Seehandlung*, la Banque Royale de Bavière, la Caisse des retraites de Prusse, la Caisse de prêts régionaux, enfin les bureaux de poste, les caisses des communes, cantons, arrondissements, districts.

Les établissements de la deuxième catégorie doivent satisfaire à la double condition d'être inscrits au registre du commerce et de s'occuper habituellement d'opérations de banque. Il n'est pas nécessaire que ces institutions portent

le titre d'établissements de crédit ni que leurs statuts indiquent expressément qu'elles s'occupent de paiements et d'encaissements pour le compte d'autrui ; il suffit que leurs règlements leur permettent de s'en occuper et qu'elles s'en occupent effectivement, ce qui fait que des établissements qui, à un moment, désirent jouir de la qualité de tiré, ne seraient pas obligés d'effectuer un changement dans leurs statuts. Dans quelle mesure les établissements de ce genre sont aptes à jouir de cette prérogative est un point qui doit être réglé par les lois des états particuliers.

On trouve, dans le deuxième alinéa, des maisons qui ne se cantonnent pas dans le métier de banque, et qui n'en font même pas leur occupation principale, mais qui d'une façon habituelle font encore autre chose ; il ne saurait en effet être question de restreindre la capacité de tiré à ceux qui ne font qu'uniquement ou principalement des affaires de banque, ce qui eut été excessif ; il est nécessaire que beaucoup de grands établissements industriels ou commerciaux puissent en jouir aussi.

La loi exige dans ce cas que ces établissements soient inscrits sur le registre du commerce et cela se conçoit afin que l'on puisse déterminer d'une façon absolue quelles sont les personnes qui sont obligées au paiement du chèque.

Pour les chèques souscrits à l'étranger, ils sont valables en Allemagne à condition que le tiré indiqué jouisse de cette qualité dans le pays où le chèque a été souscrit.

La loi s'est servi de l'expression « *sollen nur* » (ne doivent), qui ne comporte pas une interdiction absolue d'établir un chèque autrement, mais la simple indication que le manque de capacité du tiré fait disparaître l'exemption du droit de timbre.

Cette disposition suffit pour détourner de leurs projets

ceux qui auraient l'intention d'émettre un chèque sur un particulier au lieu d'une lettre de change de façon à éviter le paiement des droits de timbre.

Quant à la capacité de souscrire des chèques, elle appartient à tous ceux qui ne sont pas incapables de faire le commerce selon les prescriptions de la loi civile (1). Pour être incapable, il ne faut pas avoir terminé sa dix-septième année, se trouver dans un état de maladie non passager de nature à porter atteinte au libre arbitre et à l'exercice de l'intelligence, ou être interdit comme aliéné. D'autres ont besoin de l'assistance de leur tuteur, ce sont les mineurs de 17 à 21 ans, de même que tous ceux qui sont momentanément interdits.

La loi allemande offre donc à la question de la qualité du tiré une solution mitigée. Elle ne va pas aussi loin que la loi anglaise qui ne laisse tirer de chèque que sur un banquier. Il en est de même aux Etats-Unis où la même condition est exigée ; cependant, elle paraît être tombée en désuétude et la simple indication « banquier » à la suite du nom du tiré, suffit, alors même que le tiré ne s'occuperait nullement d'affaires de banque.

En France au contraire, et dans les pays qui ont calqué leur législation sur la législation française (Belgique, Espagne) il n'y a pas de limitation de la qualité de tiré.

La Roumanie et la Bulgarie spécifient même l'absolue liberté de la profession du tiré.

D'autre part la législation autrichienne qui, sur beaucoup de points, a servi de modèle à la législation allemande déclare (§ 1) : Pourront être pris comme tirés : 1° Les caisses d'épargne, les banques officielles et autres établisse-

(1) B. G. B. § 104.

ments autorisés par leurs statuts à s'occuper de la gestion de l'argent d'autrui ;

2° Toutes autres maisons, inscrites au registre du commerce, qui professionnellement font des affaires de banque.

La différence avec la législation allemande consiste en ce que l'inobservation de cette disposition de la loi en Allemagne n'entraîne que la nécessité de payer un droit de timbre, alors qu'en Autriche, elle a des effets absolus et prive le chèque de toute valeur.

LA PROVISION

En ce qui concerne la provision, la loi allemande est extrêmement claire et libérale ; d'après elle, l'avoir peut exister au profit du tireur à la suite d'une foule d'opérations, non seulement par suite d'un dépôt, mais encore par suite de l'escompte de traites ou par suite de l'ouverture par le tiré d'un crédit dont le montant peut être tiré en chèques, ou même par suite de l'ouverture par un tiers d'un crédit au profit du tiré.

Il n'était pas dans les idées de tous les théoriciens de donner à la provision une telle liberté. Certains auraient désiré que la couverture déposée consistât, soit en espèces, soit en valeurs, sans que le tiré ait à consentir le moindre crédit. D'autres, plus libéraux, admettaient que la couverture des chèques pût consister en un crédit, à condition que ce crédit fut couvert d'une façon suffisante par des traites ou par d'autres sûretés équivalentes. D'autres, au contraire, admettaient qu'un chèque pouvait être créé chaque fois qu'il existait un crédit pour quelque cause que ce fût.

Nous savons déjà que le point de savoir à quel moment doit exister cette provision, point que d'autres législations (la législation française par exemple) ont résolu d'une façon explicite, n'est pas pris en considération par la loi allemande.

La logique voudrait donc que la provision existât au moment de la création du chèque, puisque le chèque porte la

mention de l'avoir ; mais comme il importe surtout que le chèque soit payable au moment où il est présenté, il faut s'en tenir à la solution la plus libérale et dire que l'existence de la provision n'est exigée qu'au moment de la présentation du chèque.

Il ne saurait même être question de poursuites si un chèque s'est trouvé impayé, parce qu'il a été présenté avant le moment où le tireur pensait de bonne foi avoir le temps de compléter sa provision.

Comme nous l'avons vu plus haut, le fait que la provision n'est indispensable qu'au moment de la présentation du chèque distingue la remise d'un chèque d'une simple cession de créance ; car, dans ce dernier cas, la créance doit exister au moment où la cession a lieu. Cette disposition libérale est d'ailleurs celle de la législation autrichienne qui spécifie qu'il suffit que la provision existe au moment de la présentation du chèque (article 23).

La loi s'occupe de l'émission de chèques sans couverture et du retrait de la couverture une fois que le chèque est en circulation, et elle édicte dans ce cas des peines civiles et correctionnelles. En ce qui concerne les peines correctionnelles, on applique les dispositions relatives à l'escroquerie ; pour les réparations civiles le législateur admet que pour dédommager le porteur, le paiement du chèque, augmenté de 6 0/0 d'intérêts, des frais occasionnés par le retour du chèque et de 1/3 0/0 de provision, est suffisant. Mais dans les cas où, par suite du non-paiement du chèque, un dommage plus grand serait survenu, il est admis que l'émetteur du chèque est pleinement responsable envers le premier preneur des conséquences que peut avoir une provision trop réduite ou inexistante. On peut se demander, d'ailleurs, pourquoi la loi a puni l'émission de chèques

sans couverture de pénalités si rigoureuses ; en tout état de cause, de telles pratiques ne semblent pas devoir prendre une grande extension, celui qui a émis des chèques sans provision perdant rapidement tout crédit.

Une solution identique à la solution allemande a été adoptée par la législation autrichienne. Son article 23 punit l'émetteur d'un chèque sans provision suffisante d'une amende de 3 0/0 du montant non couvert, sauf si lors de l'émission, il ne pouvait prévoir que la couverture ne serait pas complète au moment de la présentation.

En France, la Loi de 1865 (art. 6), exige qu'au moment de la création du chèque la provision soit existante et liquide. Il en est de même en Belgique, en Italie, en Espagne, en Suisse, etc.

LES DIFFÉRENTES ESPÈCES DE CHEQUES LE LIEU ET LE MODE DE PAIEMENT

La loi française et la loi anglaise considèrent la désignation du bénéficiaire comme une mention essentielle ; il n'en est pas de même de la loi Suisse qui considérerait qu'un chèque sans mention de personne est un chèque au porteur. C'est à cette solution que s'est arrêtée la loi de 1908, en contradiction avec le projet de 1892, qui adoptait le système français. Ceci permet d'établir entre les chèques les distinctions suivantes :

1° Le chèque direct (Rectascheck) qui est établi au nom d'une personne déterminée et ne peut être transmis par endossement. Cette spécification s'établit par l'adjonction d'une clause interdisant l'endossement, par exemple « pas à ordre ». D'ailleurs la clause en question n'a de valeur qu'autant qu'elle est apposée par l'émetteur même ; si elle était inscrite par un endosseur, elle n'empêcherait nullement les preneurs suivants de transmettre le chèque par endossement

2° Le chèque à ordre (Ordrescheck), dont nous parlerons plus loin ;

3° Le chèque au porteur, qui se transmet sans formalités et qui peut prendre les formes suivantes :

- a) Sans désignation (veuillez payer la somme de...) ;
- b) Avec désignation qu'il doit être payé au porteur (veuillez payer au porteur) ;

c) Avec la clause alternative (veuillez payer à M. X... ou au porteur).

Les chèques directs sont peu utilisés en Allemagne. Tout chèque émis en faveur d'une personne déterminée peut, en effet, être transmis par voie d'endossement à moins toutefois qu'il ne porte la mention expresse qu'il n'est pas endossable ; rarement on y ajoute la clause défendant la transmission.

Les chèques au porteur sont de beaucoup les plus usités, parce qu'ils sont les plus simples à transmettre et les plus faciles à-toucher. Les chèques à ordre ont une circulation plus restreinte ; leur paiement nécessite la preuve de l'identité du porteur et la vérification des endossements.

Le chèque au porteur existe dans toutes les législations sans exception ; le chèque à clause alternative se rencontre en Allemagne et en Angleterre. Une disposition de la loi de 1908 permet au tireur de se désigner lui-même comme bénéficiaire du chèque. Cette disposition n'offre pas une très grande utilité.

La loi suppose que le nom de ville indiqué à côté du nom du tiré est celui du lieu de son établissement civil ou commercial : elle en conclut que c'est là le lieu de paiement.

Si le chèque ne porte pas d'indication, c'est le lieu de création du titre qui doit être considéré comme lieu de paiement ; la présomption légale dans ce cas est absolue.

Sur ce point la loi de 1908 se sépare nettement de la loi sur la lettre de change, qui considère l'indication du lieu de paiement comme une mention indispensable dont l'omission entraîne la nullité du titre, alors que la loi de 1908 se contente de considérer comme lieu de paiement le lieu de création du titre. Cette différence peut s'expli-

quer de la façon suivante : Les traites peuvent être tirées sur des particuliers et en l'absence d'indication de leur domicile, il deviendrait impossible de présenter la traite, soit à l'acceptation, soit au paiement. Il n'en est pas de même pour les chèques : étant, en principe, tirés sur des banques, ils présentent en général par le nom même du tiré l'indication de sa résidence. D'ailleurs, en général, le chèque est établi sur des formules appropriées, et le lieu de paiement s'y trouve imprimé. Il existe peu de législations qui considèrent l'indication du lieu de paiement comme l'une des indications essentielles au chèque. Cependant, la législation autrichienne a adopté une solution qui paraît assez différente de celle de la loi allemande. Cette loi dit, en effet (article 4) : On ne peut désigner dans le chèque, comme lieu de paiement, qu'un endroit où le tiré possède un établissement commercial ou bien où se trouve une chambre de compensation à laquelle il est affilié. Le lieu de paiement peut être différent du lieu de l'émission. S'il n'y a pas d'indication du lieu de paiement, ou si le lieu indiqué ne satisfait pas aux prescriptions ci-dessus, le chèque sera réputé payable au lieu où l'établissement tiré aura son siège social, ou la personne tirée son domicile.

Le projet de 1892 déclarait nuls les chèques domiciliés, c'est-à-dire ceux qui portaient l'indication d'un lieu de paiement différent de celui indiqué comme domicile du tiré, et ses auteurs arguaient à l'appui de cette thèse qu'il est contraire à la nature du chèque de pouvoir obliger le tiré à effectuer le paiement dans un lieu où il n'a ni établissement, ni caisse. La loi n'a pas approuvé ce raisonnement, mais elle a déclaré que l'indication d'un lieu de paiement différent est réputée non écrite, ce qui laisse au propriétaire du chèque son droit de recours.

Le chèque doit être payable à vue, et cette condition est exigée sous peine de nullité ; le chèque, étant par sa nature un instrument de paiement et non un moyen de crédit, il ne faut pas qu'il puisse tenir lieu de lettre de change, dont il pourrait être, dans le cas contraire, une contrefaçon moins coûteuse. La plupart des grandes nations (Angleterre, France, Belgique), ont pour les mêmes raisons adopté des solutions analogues. Au contraire, l'Italie, la Roumanie, le Portugal admettent parfaitement les chèques payables après un certain délai de vue (de 3 à 10 jours au maximum).

Il ne faudrait pas en conclure que le chèque doive porter la mention expresse qu'il est payable à vue. Mais les législations diffèrent sur le point de savoir quelle est la sanction d'une indication contraire. L'Angleterre, la France, la Belgique, déclarent le chèque nul dans ce cas ; l'Autriche et la Suisse se contentent de réputer non écrite la clause qui s'oppose au paiement à vue.

L'Allemagne s'est arrêtée à la première de ces solutions. On n'a pas voulu que l'émetteur qui comptait sur un délai pour s'acquitter envers le cessionnaire du chèque soit contraint au paiement immédiat. Les chèques qui indiquent une époque déterminée de paiement sont inopérants comme chèques, mais ils peuvent avoir des effets juridiques, en tant que mandats de paiement.

L'ENDOSSEMENT

L'endossement transmet la propriété des chèques établis au nom d'une personne déterminée, et il est toujours possible, à moins que la mention « pas endossable » n'ait été portée sur le chèque.

La forme de l'endossement, la justification de la qualité du propriétaire et l'obligation de restituer sont régis par les art. 11, 12, 13, 36 et 74 de la loi sur la lettre de change, avec cette différence cependant, qu'un endossement écrit sur une copie du chèque est sans valeur. Il en est de même d'un endossement fait par le tiré, lequel vaut quittance. Le chèque transmissible par endossement se rencontre dans tous les états ; mais les dispositions varient sur la question de savoir si le chèque est endossable par nature ou s'il doit porter la clause à ordre. D'après le droit français, anglais, autrichien, un chèque qui ne porte pas de clause à ordre ne peut être transmis par ce moyen. Par contre, en Suisse et en Italie, un chèque peut être endossé au nom d'une personne, en tant que cet endossement n'est pas expressément interdit. C'est ce point de vue qui a été finalement suivi par la loi allemande. L'interdiction se fait au moyen de la mention « pas endossable » ou par toute autre mention analogue inscrite sur le chèque, à condition que celui-ci ne soit pas un chèque au porteur ; dans ce dernier cas, rien ne peut s'opposer à sa libre transmission.

Sauf en ce qui concerne les copies qui n'ont aucune rai-

son d'être en matière de chèques, on applique les prescriptions des art. 11, 12, 13, 36 et 74 de la loi sur la lettre de change.

L'effet juridique de l'endossement est de transmettre tous les droits, tels qu'ils sont définis dans le chèque, sans qu'on puisse opposer au porteur les déchéances opposables à l'endosseur ; le porteur n'a pas le droit de modifier le texte, ni par l'indication d'un délai de présentation plus long, ni par toute autre clause pouvant être préjudiciable au droit du cédant, mais il peut y ajouter des clauses à l'avantage de celui-ci.

Le débiteur d'un chèque doit constater la régularité de celui-ci ; s'il paie sans avoir rempli ce devoir, il n'est pas affranchi de son obligation. Il doit d'abord vérifier l'identité du propriétaire du chèque ; ensuite, il doit se rendre compte, non seulement, que les endossements sont faits dans la forme légale, mais encore qu'ils forment bien une suite ininterrompue ; enfin, il doit constater l'identité du porteur avec la personne indiquée sur le chèque comme légitime propriétaire ; mais il n'a pas à rechercher si l'endossement, valable en apparence, est un faux, ou bien si la personne qui a endossé le chèque était réellement qualifiée pour le faire. Si le tiré s'est conformé à ces différentes conditions, il est libéré, car il suffit que la forme extérieure de l'endossement soit conforme à la loi. Toutes ces dispositions s'appliquent uniquement au débiteur agissant de bonne foi : dans le cas contraire, il ne se trouve pas libéré.

Est considéré comme de mauvaise foi, celui qui savait ou devait savoir, à moins de grande négligence, que le porteur n'avait aucun droit de propriété sur le chèque, ou n'avait pas le droit ou la capacité nécessaire pour en disposer. La

bonne foi du tiré se presume ; c'est à celui qui se croit lésé à prouver la mauvaise foi, s'il y a lieu.

Des règles analogues s'appliquent dans le cas de protêt, faute de paiement ; celui-ci n'est valable que si la personne qui a fait protester paraît être le légitime propriétaire du titre, étant désignée comme tel par une suite ininterrompue d'endossements ; un protêt émanant de toute autre personne n'a aucune valeur et ne peut servir de base à une action en recours.

Le propriétaire légitime d'un chèque peut être obligé à la restitution du titre, s'il l'a acquis de mauvaise foi ; celle-ci doit exister au moment de l'acquisition du titre ; la connaissance tardive de l'irrégularité dont il est entaché n'oblige pas à la restitution. Il faut que le propriétaire ait, au moment de l'acquisition, considéré le cédant comme étant le véritable propriétaire. L'article 366 du Code de commerce admet que le commerçant agissant dans l'exercice de sa profession est de bonne foi, même s'il considérerait le cédant, non pas comme le véritable propriétaire, mais comme une personne chargée de présenter le titre. Est de mauvaise foi celui qui sait pertinemment que celui qui présente le chèque n'était pas le vrai propriétaire, ou n'avait pas la capacité de faire acte de commerce.

Un chèque endossé au profit du tiré vaut quittance ; en effet, le chèque une fois revenu au tiré a terminé sa mission économique d'instrument de paiement. Cette disposition s'explique ainsi : si le tiré se trouvait hors d'état de payer, par suite de manque de provision au moment de la présentation, il n'aurait qu'à endosser le chèque ; si une provision survenait dans la suite, il le considérerait comme régulièrement payé, et dans le cas contraire, en sa qualité d'endosseur, il aurait un droit contre le tireur et tous les en-

dosseurs. Ceci permettrait à un tiré de payer sans risque des chèques non couverts à temps et favoriserait ainsi l'émission de chèques sans provision, ce que la loi veut au contraire empêcher ; le chèque deviendrait dans ce cas un instrument de crédit. D'autre part, on ne pouvait, de but en blanc, déclarer nul l'endossement fait en faveur du tiré ; d'autant plus que ce moyen est assez usité dans le commerce et sert au tiré à prouver l'exécution de l'obligation.

Un endossement signé par le tiré est sans valeur.

Pour les chèques destinés uniquement à la circulation intérieure, le besoin de duplicatas ne se fait guère sentir ; il n'en est pas de même des chèques destinés à l'étranger et notamment aux pays d'outre-mer.

Pour éviter les risques de perte, on expédie plusieurs exemplaires d'un même chèque par des courriers différents. De même que les lettres de change, ceux-ci doivent contenir l'indication de premier, deuxième ou troisième ou encore « original » et « duplicata ». Quand l'un des exemplaires est payé, les autres perdent leur valeur. Il y a cependant une exception : celui qui a endossé plusieurs exemplaires d'un même chèque à des personnes différentes, reste tenu de ses endossements, de même que tous les endosseurs ultérieurs dont les signatures se trouvent sur un des exemplaires non restitués au moment du paiement.

En Autriche, il n'y a que les chèques désignés comme étant à ordre qui peuvent être endossés ; un endossement apposé sur un autre chèque est sans valeur.

L'ACCEPTATION

Le chèque étant essentiellement un effet à vue ne peut être accepté. La loi ne considère le tiré que comme une sorte d'intermédiaire, effectuant un paiement pour le compte du tireur, alors que, par l'acceptation, il devient à son tour débiteur bénévole du porteur ; de plus, le fait que le possesseur du chèque est toujours dans l'incertitude en ce qui concerne le paiement, le pousse à agir rapidement et à présenter son chèque dans les délais légaux.

L'acceptation, d'autre part, permettrait de se servir du chèque comme instrument de crédit, en tournant la loi sur le timbre des effets de commerce ; d'ailleurs, même en frappant d'un impôt les chèques acceptés, on n'aurait pas fait disparaître les inconvénients qu'entraîne l'acceptation ; la convention qui régie les rapports de la Reichsbank avec les banques affiliées aux chambres de compensation spéciale (1), qu'aucun chèque ne devra être accepté. La Suisse, l'Italie, l'Autriche, ont adopté le même principe.

Aux Etats-Unis, les chèques, étant assimilés aux lettres de change, peuvent être acceptés ; il existe dans ce pays une forme très répandue de chèques, connue sous le nom de « Certifying », « marking », « certified checks ». Ces chèques présentent cette caractéristique que le banquier tiré, sur la demande du tireur ou du propriétaire du chèque, a inscrit le mot « good », sur le verso du chèque.

(1) Convention du 14 Février 1883 (B5).

Cette mention indique que le tiré a chez le tireur un montant au moins égal à celui du chèque tiré. Dans ce cas, le banquier devient seul débiteur du porteur, qui perd tout droit contre les endosseurs antérieurs et contre le tireur.

En France, les chèques peuvent être visés. Le banquier y appose les mots : Vu ou Bon à toucher, pour certifier qu'au moment de la présentation, la provision existait effectivement, mais ce visa n'implique nullement une garantie de paiement ; le banquier peut payer tout autre chèque émis par le tireur et présenté après le visa du premier, sans avoir à s'inquiéter si la provision restera suffisante. Il n'y a là, à l'inverse du « certifying », aucune garantie de paiement.

La non-observation de la défense d'accepter, telle qu'elle était prescrite par la loi allemande, n'entraîne pas la nullité du titre, elle lui enlève simplement le bénéfice de l'affranchissement de l'impôt du timbre.

DÉLAI DE PRESENTATION

Toutes les législations se sont préoccupées d'activer la présentation des chèques ; comme le chèque est émis dans les cas où l'on veut rapidement effectuer un paiement, que les signataires sont responsables de ce paiement tant qu'il n'a pas été effectué et qu'enfin il importe que le tireur soit promptement dégagé de son obligation, la loi a voulu abréger, autant que possible, les délais de présentation des chèques ; d'autre part, elle n'a pas voulu fixer de délais trop courts, afin de permettre qu'un nombre aussi grand que possible de paiements s'effectue sans déplacement de numéraire. C'est pour satisfaire à ces deux tendances que la loi a adopté un délai de dix jours (1), délai qui ne peut être prolongé par convention ; le projet de 1892 ne prévoyait qu'un délai de cinq jours, mais on s'est finalement arrêté au délai de dix jours qui paraît plus approprié aux nécessités du commerce.

(1) Délais de présentation dans les différentes législations :

	Chèques payables à l'intérieur du pays	Chèques payables à l'extérieur ou tirés de l'étranger
	3 jours	6 jours
Belgique.....	3 »	10 »
Etats-Unis.....	3 »	8 »
France.....	5 »	8 »
Suisse.....	5 »	8 »
Autriche.....	5 »	8 »
Italie.....	8 »	14 »
Portugal.....	8 »	15 »

Le chèque doit être présenté au tiré, soit à son établissement commercial, soit à son domicile. Il est à remarquer que la loi ne fait aucune distinction entre les chèques tirés sur une même place et ceux qui sont tirés de place à place dans l'intérieur de l'Empire.

La loi a fixé aussi un délai de présentation pour les chèques qui sont tirés de l'étranger et payables en Allemagne. Une ordonnance du Conseil Fédéral (1) a établi une échelle de délais en classant les différents pays en plusieurs zones, suivant leur éloignement. Ces délais sont les mêmes pour les chèques créés en Allemagne et payables à l'étranger, à condition que la législation du pays où ils ont été émis ne présente aucune disposition sur les délais de paiement. Dans le calcul du délai de présentation, le jour de la création n'est pas compté. Le jour du paiement, s'il tombe un jour reconnu comme férié dans l'Etat où le chèque est présenté, ne compte pas (2).

Le propriétaire du chèque n'est pas dans l'obligation légale de présenter celui-ci à temps, mais s'il ne le fait pas, il perd tout droit au recours ; de même, ce retard fait perdre au chèque son irrévocabilité. Après l'écoulement du délai de présentation, le tiré conserve le droit de payer le chèque, à moins de stipulation spéciale entre le tireur et lui.

Le chèque peut être présenté à une chambre de compensation où le tiré est représenté ; cette présentation vaudra présentation au domicile du tiré, car au cas où le chèque ne serait pas payé par compensation, le temps nécessaire

(1) Voir l'ordonnance du 19 Mars 1908.

(2) Les jours de fêtes reconnus dans tout l'Empire sont : le jour de l'An, les dimanches et lundis de Pâques et de la Pentecôte, l'Ascension et les 25 et 26 Décembre.

pour le présenter au tiré dans les délais légaux pourrait faire défaut. Ces chambres de compensation constituent la clef de voûte du système des chèques ; elles réduisent d'une façon considérable les mouvements de numéraire. Le délai de présentation assez court fit décider que la présentation du chèque à une chambre de compensation vaut encaissement ; cette disposition était déjà appliquée par les membres des chambres de compensation, comme en témoigne la convention du 14 février 1883. Cette présentation doit être régulière, c'est-à-dire faite conformément aux usages du commerce à une chambre de compensation qualifiée pour recevoir le chèque.

PAIEMENT DU CHÈQUE

Le tiré qui a payé un chèque peut demander qu'on lui remette le chèque acquitté, conformément à l'article 364 du Code de Commerce, suivant lequel le débiteur n'est tenu au paiement que contre remise du titre. Selon l'article 8 de la loi sur le chèque, cet acquit peut prendre la forme d'un endossement au nom du tiré. En Angleterre, le porteur payé doit remettre le chèque au tiré, mais il n'est pas sûr qu'il soit obligé de l'acquitter. En France, au contraire, on exige un acquit daté et celui qui paie un chèque sans acquit de la part du porteur est passible d'une amende pouvant s'élever à 500 francs. Le propriétaire du chèque ne peut être obligé d'accepter les paiements partiels, contrairement à la loi sur la lettre de change. Cette disposition s'inspire du caractère économique du chèque, qui est destiné à être rapidement payé et qui doit être couvert par une provision suffisante.

REVOCATION DU CHÈQUE

Avant la loi de 1908, on appliquait au chèque l'article 79 du Code Civil, qui disait que celui qui a émis un mandat commercial a le droit de le révoquer tant que le tiré n'a pas déclaré se reconnaître débiteur du propriétaire du mandat ; mais la nature même du chèque qui exclue l'idée d'acceptation, s'oppose à une telle révocation ; aussi la loi nouvelle a-t-elle modifié ce point. La révocation n'est possible qu'une fois le délai de présentation écoulé ; le chèque non présenté à temps perd une partie de son caractère, et de plus, la perspective d'une révocation possible incite le porteur à présenter à temps le chèque au paiement. En cas de perte du chèque, la révocation empêche le paiement à un possesseur de mauvaise foi. Si le tiré refuse de payer un chèque présenté en temps utile et révoqué par l'émetteur, il ne peut être actionné en dommages et intérêts par le porteur du chèque ; le chèque, en effet, est censé, par suite de sa révocation, n'avoir jamais existé ; mais le refus de paiement ne devient obligatoire pour le tiré qu'une fois que le délai pour la présentation est écoulé. A partir de ce moment, le tiré ne peut plus payer sous peine de dommages et intérêts, que la révocation du chèque ait eu lieu avant ou après l'expiration du délai de présentation.

La révocation peut prendre une forme quelconque ; elle peut être orale ou écrite, et être faite à n'importe quel moment, pourvu que le chèque n'ait pas encore été payé ; elle

n'entre cependant en vigueur qu'au moment de l'expiration du délai de présentation.

Il est à remarquer que, sauf la législation autrichienne, qui est semblable à celle de l'Allemagne, aucune n'adopte le même système. Les législations de France et de Belgique excluent toute idée de révocation ; par contre, en Angleterre et en Suisse, elle est admise à n'importe quel moment.

L'Autriche connaît deux cas de révocation de chèque ; l'un est le cas prévu par la loi allemande, l'autre cas est celui où le tireur a envoyé un chèque à personne dénommée ou à ordre au tiré pour que celui-ci en paie le montant à la personne indiquée ; dans ce cas, le tireur a toujours le droit de révoquer son chèque, même si le délai de présentation n'est pas écoulé.

Le tiré ne peut se soustraire au mandat qui lui est donné, par suite du décès ou de la perte de capacité de l'un des signataires du chèque ; on applique en ce cas l'article 791 du Code civil relatif au mandat.

Des règles différentes sont applicables dans le cas de faillite du tireur. La loi sur les faillites n'a pas voulu reconnaître au propriétaire du chèque un droit spécial sur la provision ; un tel droit eût pu être préjudiciable aux créanciers de la faillite et favoriser de nombreuses fraudes.

Aussitôt que le tiré a connaissance de la faillite du tireur, il ne doit plus payer de chèques portant sur l'avoir de celui-ci, sous peine de se voir exposé à payer une seconde fois. Au contraire, le tiré qui a payé après la déclaration de faillite un chèque émis par le tireur avant cette déclaration, n'est pas tenu à un second versement s'il ignorait la faillite ; ceci conformément à l'article 8 de la loi sur les faillites. Il en est de même dans les législations de

l'Autriche et de l'Angleterre. La France et la Belgique envisagent la question autrement ; pour les législations de ces deux pays, l'émission régulière du chèque entraîne le transfert complet de la propriété de la provision au porteur et par conséquent la survenance de la faillite du tireur est absolument sans effet sur le paiement du chèque. Ce système respecte d'une façon absolue les droits du tiré de bonne foi.

LA COMPENSATION

La loi allemande admet l'existence de la clause de compensation pour les chèques. Elle a ainsi voulu favoriser, autant qu'il était possible, le développement du chèque de compensation qui est au point de vue économique un moyen presque parfait, puisqu'il supprime absolument tout mouvement de fonds.

Pour transformer un chèque ordinaire en chèque de compensation, il faut et il suffit d'inscrire sur le chèque au recto : « *Pour la compensation seulement* ».

Il ne faudrait pas confondre cette clause avec le barrage du chèque, usité depuis de très longues années en Angleterre, et récemment introduit en France. Celui-ci est une garantie donnée tant au porteur qu'au tiré. Le chèque barré devra être présenté au paiement par un banquier ou un établissement de crédit. C'est une mesure de sécurité, tandis que la clause de compensation est une ingérence directe de la législation dans le domaine économique. Cette clause interdit au tiré le paiement du chèque en numéraire ; il ne peut s'acquitter de son obligation qu'en portant au crédit du bénéficiaire une somme égale au montant du chèque.

Cette mesure aura en général l'avantage d'empêcher un possesseur irrégulier du chèque de s'en approprier le montant. D'ailleurs, il reste bien entendu que la clause de com-

pensation ne s'applique que dans les rapports du tiré avec celui qui présente le chèque.

Cette compensation a exactement la même valeur qu'un paiement et la présentation pour compensation vaut la présentation pour paiement. En cas d'inobservation de la clause, la loi prévoit des dommages-intérêts à la charge du tiré qui n'a pas respecté la prescription.

L'interdiction de payer ainsi édictée n'est en aucun cas révocable, alors même que la révocation du chèque deviendrait possible par suite de l'expiration du délai de présentation.

La question de savoir si le tiré peut compenser un chèque qui ne porte pas la clause de compensation n'a pas été réglée spécialement par la loi, mais il paraît évident que, comme pour les effets de commerce, la compensation est toujours possible avec l'approbation de celui qui présente le chèque.

Telle est l'innovation que le législateur allemand a introduite. Elle offre au point de vue monétaire de considérables avantages, et remplace avantageusement le barrage anglais tout en étant plus simple ; c'est d'ailleurs le système adopté par la loi autrichienne (Art. 22) ainsi que par la loi hongroise.

Il est évident qu'un maniement de chèques s'appliquant à presque toutes les circonstances économiques, surtout si ces chèques sont des chèques de compensation, serait l'idéal en matière économique.

Il faut espérer que dans les pays où cet usage n'existe pas encore, une législation appropriée viendra bientôt vulgariser ce moyen de règlement si avantageux dans les relations entre individus, commerçants ou non.

En France en particulier, l'adoption de dispositions ana-

logues permettrait de diminuer notablement la circulation de l'argent liquide.

S'inspirant de ces considérations, M. Bellom formulait, en 1909, un projet de loi ainsi conçu, destiné à compléter la loi de 1885 :

Art. 8. — Le chèque ne peut être tiré que sur un commerçant qui effectue à titre professionnel des encaissements et des paiements.

Art. 9. — Le chèque marqué au recto de la mention transversale « à porter en compte » n'est pas payable en numéraire, il ne peut donner lieu qu'à une inscription comptable.

Art. 10. — La présentation dans une chambre de compensation, où le tiré est représenté, d'un chèque revêtu ou non de la mention précitée, équivaut à la présentation du chèque chez le tiré.

M. Bellom estime indispensable que le tiré soit un commerçant effectuant à titre professionnel des encaissements et des paiements. Certes, sans dire comme certains que cette mesure constituerait un privilège pour les banquiers, il semble que son adoption ne s'impose nullement, surtout lorsqu'il ne s'agit pas de chèques destinés à être compensés ; elle n'apporterait qu'une entrave inutile à l'émission des chèques.

« Sans doute, comme dit le professeur Kuhlenbeck, l'idéal en matière de chèque est le chèque de compensation, qui ne peut être employé que par la mise en compte avec le tiré ou avec un de ses clients ou avec un membre de la chambre de compensation du lieu de paiement », mais il ne faut pas perdre de vue que c'est là un idéal qui ne peut, en l'état actuel des relations sociales, trouver son application intégrale, et qu'il est indispensable de conserver pour

un grand nombre de transactions le chèque dont le paiement en espèces puisse être exigé à présentation.

De plus, on peut faire au chèque de compensation un grave reproche, celui d'être un véritable instrument de crédit, une sorte de papier monnaie dont l'usage trop répandu pourrait occasionner en temps de crise de graves perturbations et, à ce point de vue, il peut paraître que la loi allemande, favorisant à outrance les dépôts d'argent chez les banquiers, puisqu'elle ne permet de tirer de chèques que sur eux, et d'autre part créant la clause de compensation, a tendu non seulement à économiser l'usage de numéraire, mais encore à créer du crédit.

La pratique de la compensation évite dans une large mesure aux banquiers la nécessité d'avoir du numéraire liquide dans leurs caisses ; elle leur permet d'engager dans des opérations diverses les sommes qu'ils seraient sans cela obligés de tenir à la disposition de leurs clients, ce qui est pour eux une première source de profit ; elle les incite de plus à ouvrir des crédits, seconde source de profits.

La contrepartie de ces avantages, il est vrai, réside dans une tendance des banques à diminuer outre mesure leur encaisse et à se laisser entraîner à des ouvertures de crédit trop faciles et trop étendues, tendance capable de produire de graves perturbations économiques et monétaires.

La pratique de la compensation est complétée par l'existence des chambres de compensation établies sur tout le territoire de l'Empire depuis la convention du 14 février 1883 de la Reichsbank avec les grandes banques. Ces chambres de compensation dont l'organisation est des plus simples, facilitent considérablement les transactions entre les différentes banques. La Reichsbank y joue un triple rôle ; elle est d'abord simple membre de la chambre, ensuite elle

a la surveillance générale de l'organisation, enfin, elle est le banquier des différents membres de l'association, et c'est chez elle que viennent aboutir les opérations de compensation.

La loi a spécifié que la présentation dans une chambre de compensation où le tiré est représenté, vaut présentation au paiement, si la présentation est conforme aux règles usitées pour les présentations aux chambres de compensation, il est évidemment indispensable que la chambre de compensation soit celle où se règlent les affaires de la ville sur laquelle le chèque est tiré.

Le chèque présenté à la chambre de compensation est envoyé au tiré et celui-ci, avant la réunion suivante de la Chambre de compensation, doit vérifier la régularité du chèque.

Les législations autrichiennes et hongroises contiennent des dispositions analogues à celles de la loi allemande ; mais il est à remarquer que dans aucun autre pays le législateur n'a traité cette matière, même en Angleterre et aux Etats-Unis.

CHÈQUES NON PAYÉS

Le tiré peut refuser au porteur le paiement du chèque, et ceci pour différentes raisons :

S'il y a dans le titre même une infraction aux articles de la loi qui régissent la forme extérieure du chèque, ou s'il porte des corrections ou des additions qui permettent au tiré de croire que le chèque est gravement altéré ou falsifié

De plus, le tiré n'est pas tenu de payer un chèque présenté à ses caisses à un moment où elles sont fermées ; il en est de même pour un chèque présenté après l'écoulement du délai de paiement.

D'autres causes peuvent permettre au tiré de ne pas payer le chèque :

S'il n'est pas couvert suffisamment ;

S'il a été révoqué par l'émetteur après l'écoulement du délai de présentation ; dans ce cas, le tiré est obligé d'en différer le paiement.

Le tiré doit également refuser le paiement s'il apprend que le tireur est en faillite, ou s'il apprend qu'il s'agit d'un chèque perdu ou dérobé.

Dans le cas particulier de faillite du tireur, il faut considérer, lorsque le tiré a payé un chèque, s'il a agi avant ou après la déclaration officielle de la faillite. Il peut, en effet, être tenu de rapporter à la masse le montant du chèque qu'il a versé, s'il a payé connaissant la faillite.

Son ignorance de la faillite se présume pour la période précédant la déclaration ; c'est au contraire à lui à en faire la preuve pour une période postérieure.

Si c'est le tiré qui est mis en faillite, il n'aura pas à payer le chèque, puisqu'il n'aura plus la libre disposition de ses biens.

LE RECOURS CONTRE LES ENDOSSEURS

La loi allemande donne au porteur du chèque un certain nombre d'actions destinées à le préserver de toute perte.

Elle réglemente particulièrement le recours contre les endosseurs et l'émetteur, en cas de non-paiement du chèque, et la nécessité de résoudre cette question a été l'une des causes qui ont contribué le plus à l'adoption d'une législation sur la matière.

La loi, art. 15, donne au porteur un recours contre tous ceux qui ont eu le titre en mains, et en cela elle adopte les mêmes principes que la Wechsel Ordnung et se met à l'unisson des législations des autres pays. Elle donne au porteur du chèque un droit nouveau, basé sur le titre même qu'il a en main et distinct du droit de créance qui pouvait exister à l'origine entre l'émetteur du chèque et le premier bénéficiaire.

De plus, il était pratiquement indispensable, comme l'énonce la loi, que toute personne ayant mis son nom au dos d'un chèque au porteur fût considérée comme responsable de son paiement ; cette disposition évidemment ne s'applique pas au tiré. Il est également loisible à un endosseur de se libérer des conséquences de son endossement en ajoutant à celui-ci une clause de non garantie.

La loi a complètement écarté la conception de la responsabilité et qui ont fini par l'emporter dans l'élaboration de 1892 avait donné au porteur un droit absolu de se faire

payer sur l'avoir du tireur chez le tiré ; le tiré, dans ce projet, était tenu au paiement dans la mesure où il était tenu envers l'émetteur.

Parmi les législations étrangères, les législations de l'Angleterre, de la Hollande et des Indes Néerlandaises donnent seules au porteur un droit contre le tiré. En France et en Belgique, en dehors de toute disposition législative, ce droit est admis en vertu de la théorie de la transmission de la propriété de la provision.

D'après la loi de l'Etat de Costa-Rica, le porteur d'un chèque peut demander au banquier sur lequel il est tiré de certifier la légalité du chèque en y inscrivant le mot « bon » suivi de sa signature. Dans ce cas, le banquier est tenu au paiement du montant du chèque vis-à-vis du porteur.

Les arguments qui ont été donnés contre cette responsabilité et qui ont fini par l'emporter dans l'élaboration de la législation allemande comme ils l'avaient emporté dans la loi autrichienne sont, au point de vue pratique, d'un grand intérêt.

Le droit du porteur du chèque contre le tiré a pour base en effet, un lien juridique existant entre le tireur et le tiré, droit sur la nature duquel le porteur ne peut avoir aucune connaissance, si ce n'est à la suite de longues recherches ou de constatations laborieuses.

Il est absolument inutile que le porteur attaque le tiré, s'il n'a pas à ses côtés le tireur ; il aurait toutes chances, dans l'ignorance où il est des rapports du tireur avec le tiré, de perdre son procès. Le porteur a droit à un paiement et ceci en vertu d'un lien de droit existant entre lui et le porteur précédent, droit qui n'a absolument rien à voir avec le lien juridique qui unit le tireur au tiré.

La responsabilité du tiré entraînerait donc une foule de conflits épineux et détournerait les banquiers d'ouvrir des comptes de chèques en même temps qu'elle rendrait impopulaires dans le public ces instruments de paiement.

La responsabilité envers les porteurs exposerait le tiré à des procès avec des gens totalement inconnus de lui ; d'ailleurs, la sécurité qui résulterait pour le porteur d'un tel droit est trompeuse, puisqu'elle dépend de la bonne volonté du tireur à son égard, et d'ailleurs la législation a donné au porteur du chèque des moyens de droit autrement sûrs et plus pratiques pour arriver à ses fins que ne le serait un droit contre le tiré. Il est du reste à remarquer que, dans son propre intérêt, le tiré paiera toujours des chèques réguliers et présentés dans le délai légal, s'il est lui-même solvable. D'autre part, un droit contre le tiré ne serait pas d'un grand secours pour le porteur, si le titre qu'il a en mains n'est pas régulier ou si le tiré n'est pas solvable. Le droit contre le tiré se présente donc comme absolument inutile dans la pratique ; bien au contraire, il serait une entrave au développement de l'usage du chèque.

La création d'un tel droit, à la fois inutile au porteur du chèque et fort préjudiciable au développement économique de cet instrument, n'est donc pas désirable, et c'est avec raison que la loi allemande ne l'a pas sanctionné.

La loi française à ce sujet renvoie aux articles du Code de commerce relatifs à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, contre lesquels le porteur non payé a un recours après avoir fait constater, par un protêt, la présentation et le non-paiement du chèque.

Pour l'exercice du droit de recours, il faut que le chèque ait été présenté à temps, ce qui peut se prouver :

1° Par une déclaration inscrite sur le chèque, signée par le tiré et indiquant le jour de la présentation.

2° Par une déclaration de la chambre de compensation attestant que le chèque a été remis avant l'expiration du délai de présentation.

3° Par un protêt établi dans la forme des protêts des lettres de change.

Pour la lettre de change, il est accordé un délai supplémentaire de deux jours pour la présentation et le protêt ; il n'en est pas de même pour le chèque, car une telle faculté aurait été équivalente à une prolongation du délai de présentation. Quant à la forme du protêt, la loi renvoie à la législation des lettres de change sur la matière. (Art. 87, 88, 89, 90, 91.)

Des dispositions analogues existent en Autriche-Hongrie et dans d'autres Etats ; au contraire la législation française exige formellement un protêt ; la présentation dans les délais et le non-paiement doivent être constatés par un protêt dressé le lendemain du jour où le chèque a été présenté. (C. Com. art. 162.)

L'article 87 de la loi sur le change donne le droit d'établir un protêt aux notaires, aux fonctionnaires de l'ordre judiciaire. Cependant une décision du Chancelier de l'Empire en date du 5 mai 1908 a limité comme suit la faculté pour ces fonctionnaires de dresser des protêts :

La faculté de faire des protêts est supprimée :

1° Pour les chèques et effets d'une valeur supérieure à 800 mks ;

2° Pour ceux qui sont établis dans une langue étrangère ;

3° Pour ceux qui doivent effectivement être payés en une monnaie étrangère, ainsi que pour ceux qui ne peuvent être

protêtés que sur un dépôt de l'original et d'une copie ou de plusieurs exemplaires.

La compétence des différentes catégories de fonctionnaires est territoriale et la transgression de cette prescription entraîne ou n'entraîne pas la nullité de l'acte suivant les états. Les formalités du protêt sont très simples ; après s'être assuré de l'identité du porteur du chèque, le fonctionnaire se rend au domicile du tiré, lui présente le chèque en lui demandant le paiement et recueille sa déclaration ; l'original du protêt doit être remis au porteur, et est inscrit soit sur l'original du chèque, soit sur une feuille y attachée.

Les art. 88 et 88 *a* traitent de la forme du protêt ; le titre ne devant plus être textuellement reproduit, il importe que son texte ne puisse plus être modifié et c'est pourquoi la formule du protêt doit immédiatement faire suite au dernier endossement.

Le protêt doit contenir :

1° Le nom ou la raison sociale de celui qui fait protester et de la personne contre qui le protêt est fait.

2° L'indication de la réponse de cette dernière, ou l'indication qu'elle n'en a pas fait ou qu'elle n'a pu être rencontrée.

3° L'indication du lieu et de la date de cette présentation.

4° La signature du notaire ou du magistrat.

La loi du 31 mai 1908 sur la simplification des protêts en matière de change a écarté la nécessité d'inscrire dans le protêt la teneur exacte du titre avec tous ses endossements.

Il est inutile de mentionner dans le protêt la réponse détaillée que le tiré a pu faire ; le fait seul qu'il a refusé de payer, ou qu'il n'a pu être joint, suffit pour la rédaction du protêt ; le paiement peut, d'ailleurs, toujours être effectué entre les mains du fonctionnaire qui dresse le protêt.

Si le chèque est spécifié sans frais, c'est l'article 42 de la loi sur le change qui doit s'appliquer.

Cette clause libère celui qui présente le chèque d'une obligation inutile, mais elle ne le dispense nullement de présenter le chèque en temps voulu ; de plus, le porteur peut toujours faire dresser le protêt, si bon lui semble, et dans ce cas les frais restent à la charge de celui contre qui le protêt a dû être établi, sans qu'il puisse s'en déclarer déchargé par la formule qui a été apposée sur le chèque.

En ce qui concerne la notification aux endosseurs, leur droit à l'encaissement et l'étendue du droit de recours, de même pour le droit de rayer des endossements, ce sont les dispositions des art. 45 à 48, 50 à 52 et 55 de la loi sur le change qui s'appliquent.

L'art. 45 édicte la nécessité d'une signification aux précédents et ceci dans un délai de deux jours à partir du moment du protêt et au plus tard de deux jours après l'expiration du délai de présentation ; il déclare le porteur négligent responsable des pénalités, sous forme de dommages et intérêts à payer à ceux qu'il a négligé d'avertir ou, tout au moins, envers ceux qu'il a négligé de prévenir. L'article 46 énumère les conditions de la preuve que l'avertissement a été donné dans un délai légal.

L'art. 47 modifie l'article 45 en ce qui concerne la notification aux endosseurs précédents. L'art. 50 indique le montant des sommes que le porteur du chèque impayé a le droit d'exiger de ses garants ; l'article 51 définit de même les sommes que peut réclamer l'endosseur qui a remboursé le chèque ; mais l'art. 52 indique que le porteur ou l'endosseur qui exerce son recours sur une place étrangère a le droit d'exiger des avantages plus considérables, si tel est l'usage sur cette place étrangère.

L'art. 55 déclare que l'endosseur qui a payé a le droit d'effacer les endossements de tous les endosseurs suivants, ainsi que le sien propre, et cela est naturel, puisque cette opération ne lèse aucun des porteurs successifs du chèque et laisse entiers tous ses droits d'endossement ou de recours.

L'art. 18 de la loi sur les chèques indique dans quelles conditions le porteur du chèque peut exercer son recours contre les précédents endosseurs, et les exceptions que le débiteur peut lui opposer.

Le porteur du chèque a le droit absolu de choisir celui des endosseurs contre lequel il exercera son action, et ce droit se conçoit, puisque les divers endosseurs sont solidairement responsables du paiement ; il pourra s'en prendre à l'un quelconque d'entre eux ou à plusieurs solidairement ; sous ce rapport il est absolument libre et pourra exiger le paiement du chèque ainsi que de tous les frais y afférents, tels qu'ils sont définis à l'art. 50 de la Wechselordnung.

La loi a défini limitativement les exceptions que l'endosseur actionné peut opposer au porteur. Certaines d'entre elles concernent soit la validité de la déclaration faite par l'endosseur sur le chèque, soit même le contenu du chèque. On a qualifié ces exceptions d'absolues (*in rem*), par opposition aux exceptions relatives, qui, elles, dépendent essentiellement de la personne du débiteur (*in personam*).

1° Dans la première catégorie nous trouvons les exceptions provenant de l'incapacité civile ou commerciale d'un des signataires, et toutes les exceptions qui seraient basées sur l'absence de la volonté de créer un chèque.

De même si la création du chèque a été viciée par erreur, dol, tromperie ou violence, en un mot, si une contrainte quelconque a été exercée sur l'émetteur, la personne qui

sera touchée par l'action en recours exercée par le possesseur pourra toujours opposer à la plainte, qu'il n'y a pas lieu à recours puisqu'il n'y a même pas contrat de chèque.

2° Viennent ensuite les exceptions qui proviennent du fait de l'absence d'une des mentions essentielles exigées par la loi pour la validité des chèques ; on peut aussi ranger dans cette catégorie l'exception qui proviendrait du fait de la clause « sans garantie ».

3° Celles que le débiteur attaqué peut opposer au porteur et qui proviendraient du fait que ce porteur, en touchant le montant du cheque, s'enrichirait indûment ou ferait, en utilisant le chèque, un acte de mauvaise foi.

PREScription

La loi allemande, dans l'intérêt du commerce et du développement de l'usage des chèques, a fixé pour la prescription des délais beaucoup plus courts que ceux du Code Civil et du Code de Commerce allemands. Les dispositions de l'art. 20 de la loi sur les chèques s'appliquent au recours du porteur contre le tiré et les endosseurs, aussi bien qu'à l'action d'enrichissement du porteur contre l'émetteur et à l'action en dommages et intérêts de l'émetteur contre le tiré, en cas de paiement en espèces d'un chèque portant la clause de compensation.

Les dispositions de loi s'appliquent aussi bien au dernier porteur qui a présenté le chèque sans succès, qu'à chacun des endosseurs qui peuvent être mis en cause.

La prescription, en ce qui concerne le porteur, commence au dernier jour du délai de présentation et, conformément à l'article 187 du Code Civil, ce jour ne compte pas.

La prescription ne libère pas seulement un des endosseurs, mais la totalité d'entre eux. Si l'un d'entre eux paie le chèque prescrit, il n'a rien à réclamer aux endosseurs précédents, car son action est éteinte. Il lui reste cependant l'action d'enrichissement contre l'émetteur du chèque. L'art. 21 de la loi réserve en effet l'action d'enrichissement au porteur du chèque dans deux cas :

1° Dans le cas où il aurait négligé de présenter le chèque à temps, ou si, l'ayant présenté à temps, il avait négligé de

prendre les mesures prescrites par la loi pour établir la preuve de cette présentation.

2° Dans le cas où le recours ordinaire serait prescrit.

Mais cette action se prescrit par un délai d'un an (art. 22), à partir de la création du chèque.

La prescription est également d'un an à partir du jour de la création du chèque (qui se prouve par la date du chèque), pour l'action d'enrichissement du tireur contre le tiré qui a payé un chèque destiné à la compensation.

Mais la prescription peut intervenir au bout d'une période plus longue, soit qu'elle soit suspendue momentanément, soit qu'elle soit interrompue.

Suivant que l'événement qui entraîne la suspension prend place avant ou après le commencement de la prescription, il recule le point de départ de cette prescription ou en suspend le cours pendant un certain temps.

Dans le cas d'interruption, au contraire, la prescription recommence après l'interruption pour une période entière :

I. — La prescription est suspendue quand il y a un empêchement temporaire à l'exécution de l'obligation (art. 202 Code Civil allemand).

II. — Elle est également suspendue lorsque les intéressés se trouvent dans l'impossibilité de faire valoir leurs droits par suite de l'arrêt du cours des opérations de la justice pendant les six derniers mois du délai de prescription. (Art. 203 Code Civil allemand.)

III. — La prescription est également suspendue pour les actions entre époux tant que dure le mariage ; il en est de même pour les contestations entre parents et enfants pendant la minorité des enfants. (Art. 204 Code civil allemand).

La prescription est interrompue dans les cas suivants :

I. — Lorsque l'obligé a reconnu sa dette par paiement

partiel, paiement d'intérêts, ou qu'il a donné des gages. (Art. 208 Code civil allemand.)

II. — Par un acte de procédure (Art. 209 Code de commerce allemand). Cet acte de procédure de la part du créancier peut consister soit en un commandement de payer, soit en une demande de mise en faillite, etc.....

Les législations française, belge, anglaise, italienne, suisse et scandinave n'ont pas établi de délais spéciaux pour la prescription des actions auxquelles le chèque peut donner lieu ; elles renvoient aux prescriptions édictées pour les lettres de change.

Par contre, la loi néerlandaise (Code Commerce III, 229), fixe le délai de prescription à 10 ans à partir du jour de l'émission du chèque.

En Autriche, l'art. 18 de la Loi sur les chèques a fixé des délais de prescription très courts ; pour le recours du porteur contre l'émetteur et les endosseurs, trois mois si le chèque est payable en Europe, six mois dans les autres cas.

Contre le porteur du chèque cette prescription, à l'encontre du droit allemand, commence le jour où a été dressé le protêt ou effectuée l'une des formalités qui en tiennent lieu.

DECLARATION DE NULLITÉ

Les chèques perdus ou détruits peuvent être annulés au moyen d'une procédure spéciale ; le délai sera de deux mois au moins. Si le chèque a été présenté à temps et non payé par le tiré, le porteur peut en réclamer le paiement au tireur, à condition de fournir caution jusqu'au moment où la nullité est déclarée.

On applique en ce cas les articles 1004 à 1009 et 1015 à 1018 du Code de procédure civile. Une procédure spéciale (Aufgebot-Verfahren), doit être suivie. Le bénéficiaire du chèque informe le tribunal de première instance qui fait faire les publications dans le journal officiel de l'Empire (description du chèque avec sommation au possesseur de présenter dans un délai de deux mois). Après quoi, en l'absence de toute réclamation, le Tribunal par jugement déclare le chèque nul.

La Belgique, l'Angleterre, le Portugal, renvoient aux dispositions des lois sur les lettres de change ; la France, le Japon, la Hollande, l'Espagne n'ont pas envisagé la question.

L'ACTION D'ENRICHISSEMENT

Le propriétaire d'un chèque qui a négligé de présenter le chèque en temps utile ou qui a perdu son droit au recours par suite de la prescription, subit de ce fait un préjudice.

La loi (art. 21), lui a accordé la possibilité dans ce cas d'exercer contre l'émetteur l'action d'enrichissement, pour atténuer les inconvénients résultant de la courte durée du délai de présentation et des délais de prescription. L'enrichissement de l'émetteur par rapport au porteur n'a pas besoin d'être prouvé d'une manière spéciale ; il suffit que le porteur du chèque n'ait pas été payé et que, de son côté, l'émetteur du chèque, par suite du non paiement, n'ait pas été débité du montant du chèque. L'action d'enrichissement peut être exercée seulement contre l'émetteur et non contre les endosseurs ; elle n'est possible que lorsque le porteur lésé n'a pas d'autre moyen de rentrer dans ses fonds. Cette action se prescrit par un an.

Les législations belge, scandinave et hongroise réglementent l'action d'enrichissement, les deux premières l'accordent même contre les endosseurs ; la législation autrichienne ne connaît pas l'action d'enrichissement, mais elle donne au porteur d'un chèque non payé ou dont le délai de recours est prescrit, le droit d'exercer contre le tireur l'action qui résulte du lien de droit qui est la base du chèque.

CHÈQUES FAUX OU FALSIFIÉS

Lorsque sur un chèque, la signature de l'émetteur ou de l'un des endosseurs est falsifiée, les autres signatures restent valables.

Voilà tout ce que dit la loi allemande au sujet des chèques falsifiés ; elle a laissé à la jurisprudence le soin de trancher les difficultés qui pourraient se présenter, de même qu'elle n'a pas éclairci le point de savoir qui doit finalement supporter la perte résultant du paiement d'un chèque faux ou falsifié.

Ces dispositions sont d'ailleurs absolument analogues aux art. 75, 76 de la loi sur le change.

La signature fausse ou falsifiée est donc nulle et tout paiement effectué dans ces conditions peut être répété.

D'autre part, un chèque peut être altéré de diverses façons ; si l'altération n'empêche pas de rétablir la teneur originale du chèque, elle n'influe pas sur la validité de celui-ci ; si elle altère sa forme au point que celle-ci ne puisse être rétablie, il faut distinguer si le chèque est falsifié dans une de ses parties essentielles ou dans une partie accessoire seulement.

S'il ne s'agit que d'une partie accessoire, la falsification n'est qu'accessoire et ne nuit pas évidemment à la validité du chèque.

La loi n'indique pas qui doit supporter la perte pouvant résulter du paiement d'un chèque faux ou falsifié, et cette

omission paraît regrettable, puisqu'une grande partie des procès en matière de chèques portent sur des falsifications.

De nombreux auteurs se sont prononcés en faveur d'une réglementation légale de la matière ; en particulier Kuhlenbeck, Cohn (1), Riesser (2), voudraient que l'on laissât le droit civil régler cette matière. Kuhlenbeck propose que celui qui, par suite d'une falsification quelconque est considéré à tort comme l'auteur d'un chèque, ne puisse être inquiété ; en effet, il n'y a pas, de sa part, la moindre volonté d'émettre un chèque. Mais une telle théorie n'est pas admissible, car la responsabilité existe lorsque l'on a occasionné à autrui un dommage qui, sans être volontaire, est cependant le résultat d'une négligence.

D'autres ont proposé un partage du dommage éprouvé entre le tireur et le tiré en cas de responsabilité mitigée.

Les différents pays ont donné à ce point des solutions différentes :

Angleterre. — Le principe admis par la pratique est la responsabilité du banquier qui doit supporter le dommage résultant de sa négligence supposée dans la vérification de la validité du chèque.

Ce n'est qu'en cas de falsification d'un chèque barré que la loi exonère le banquier de toute responsabilité s'il n'y a eu ni faute, ni négligence à lui reprocher.

Autriche. — La loi (art. 20) stipule que le dommage retombe sur le tireur, si le faux ou la falsification est de son fait ou de celui de ses employés ; dans le cas contraire, c'est le tiré qui supporte le dommage s'il a payé. Cette solution est toute à l'avantage du public. Le tireur qui n'a à

(1) *Zeitschrift für das gesammte Handelsrecht*, tome 40.

(2) *Zeitschrift für das gesammte Handels und Konkursrecht*, tome 61.

se reprocher ni sa négligence ni son manque de surveillance sur ses employés se trouve couvert.

D'autre part, les cas où le tiré est responsable se trouvent également définis. Ce sont ceux dans lesquels aucune faute ne peut être reprochée au tireur présumé ; mais dans ce cas, il est bien rare que le tiré, s'il est consciencieux, n'ait pas été en mesure de déceler la fraude.

La loi allemande ne contient pas de règle à ce sujet. En France, deux théories sont en présence :

1° Le tiré qui a payé un chèque faux est libéré s'il n'y a aucune faute à lui reprocher.

2° Une théorie distingue entre le faux chèque et le chèque falsifié. Si un faux chèque est payé, le tiré supporte la perte, car il n'y a pas de faute de la part du tireur présumé ; mais le tiré conserve un recours contre celui qui a présenté le chèque et contre ceux qui l'ont précédé jusqu'au faussaire, ou jusqu'à celui qui a transmis le chèque de mauvaise foi. Au contraire, lorsqu'il s'agit d'un chèque portant une signature authentique, mais dont le contenu a été falsifié, c'est le tireur qui est déclaré responsable, si toutefois, il n'y a pas de faute à reprocher au tiré.

La loi ne contenant pas de règle à ce sujet, il convient donc de trancher ce point d'après les règles générales du droit. Il est admis souvent que la responsabilité du paiement d'un chèque faux ou falsifié peut se régler par convention et c'est ce que font nombre de grandes banques ; mais, en l'absence de toute convention, le tiré ne peut effectuer de paiement pour le compte du tireur, que s'il en a reçu mission par un chèque, et le dommage doit donc se trouver supporté par le tiré.

Or, si le chèque est faux ou falsifié dans une de ses mentions essentielles, il y a absence de volonté de la part du

tireur présumé, partant absence de mandat de paiement. Mais le tireur reste tenu en vertu des principes généraux du droit, s'il y a une faute ou une négligence de sa part ou de celle de l'un de ses préposés.

Si le porteur du chèque a eu connaissance de la falsification du chèque en en prenant possession, le tiré qui a payé est fondé à lui réclamer le montant qu'il a déboursé ; d'autre part, si le porteur était ignorant de la falsification, le tiré a encore un recours pour cause d'enrichissement.

En cas de falsification d'une ou de plusieurs des mentions du chèque, ce sera à la jurisprudence de décider si le chèque reste valable ou non. Dans le cas où il reste valable, il a été admis par différents arrêts, que celui qui a pris part à la circulation d'un chèque avant sa falsification a le droit d'invoquer cette falsification pour se décharger de l'action en recours, mais il reste tenu dans la mesure où il était engagé par le chèque original.

DROIT DE TIMBRE

D'après la loi du 11 mars 1908, étaient exempts du droit de timbre les chèques qui satisfaisaient aux articles 1 et 2 de la loi, c'est-à-dire ceux portant les indications essentielles : payable à vue, ou sans indication de date de paiement, et qui n'avaient pas été mis en circulation avant la date indiquée comme étant celle de leur création.

De même, étaient exempts les chèques payables à l'étranger, tirés sur des personnes jouissant dans leur pays de la qualité de tiré, ainsi que les chèques payables à l'étranger et conformes à l'article 26.

Par contre, restaient assujettis au droit de timbre :

1° Ceux qui n'étaient pas conformes aux prescriptions des art. 1 ou 26, c'est-à-dire ne remplissant pas les conditions de forme exigées pour les chèques.

2° Ceux qui ne satisfaisaient pas aux articles 2 ou 25, c'est-à-dire étaient tirés sur une personne à qui la loi n'accorde pas la qualité de tiré.

3° Ceux qui étaient établis autrement qu'à vue. De tels écrits ne sont, d'ailleurs, plus à proprement parler des chèques ; on les considère comme mandats de paiement.

4° Les chèques mis en circulation avant la date portée comme étant celle de l'émission.

Dans les cas ci-dessus, les chèques sont soumis à un droit de timbre suivant le tarif déterminé par la loi sur le timbre, art. 2 et qui est de :

10 pfennig pour une somme inférieure ou égale à 200 marks,

20 pfennig de 200 à 400 marks,

30 » de 400 à 600 »

40 » de 600 à 800 »

50 » de 800 à 1.000 »

Ensuite 50 pfennig par 1.000 marks ou fraction de 1.000 marks.

Les chèques sont exonérés de tous droits dans très peu de pays, en Danemark, dans les Etats Scandinaves, en Russie, en Belgique et dans un certain nombre de cantons suisses. La plupart des autres pays, au contraire, les frappent d'un droit de timbre, qui, dans quelques-uns (Grèce, République Argentine, Brésil, Canton de Genève) est le même que celui imposé aux effets de commerce.

En France, les chèques sont frappés d'un droit de 10 centimes lorsqu'ils sont payables au lieu de leur création, de 20 centimes lorsqu'ils sont tirés de place à place. En Italie, ils sont frappés d'un droit fixe de 10 centesimi. En Angleterre, ils sont soumis à un timbre d'un penny. En Autriche, le droit est de 4 ou de 10 heller, selon que le chèque est payable à l'intérieur du pays ou à l'étranger.

Depuis le 1^{er} octobre 1909 (1) tout chèque (exception faite pour les chèques postaux) est soumis à un timbre de 10 pfennig analogue à celui qui frappe les quittances. Cette mesure n'a pas été favorable au développement de l'emploi du chèque, sans donner d'ailleurs, le rendement fiscal qu'on en attendait. D'après le rapport de la Banque de l'Empire pour 1910, le mouvement de compensation par chèques s'est beaucoup ralenti pendant cette année. La situation est restée stationnaire en 1911 ; en 1912 encore, le

(1) Loi du 15 juillet 1909.

timbre sur les chèques a donné un rendement de M. 3 millions 100.443 — seulement contre M. 3.193.215 l'année précédente.

Le public allemand s'habitue difficilement à la dépense du timbre et préfère éviter l'émission de chèques. Les recettes indiquées ci-dessus l'ont ressortir qu'il a été émis l'année dernière, en Allemagne, environ 30 millions de chèques, c'est-à-dire à peine un chèque par deux habitants de l'Empire pour toute l'année. Qu'on compare ce chiffre à la circulation de l'Angleterre et des Etats-Unis. Aussi un mouvement s'est-il dessiné en vue d'obtenir l'exemption du timbre, tout au moins pour les chèques destinés à la compensation.

Le 4^e Congrès général des banquiers allemands, qui s'est tenu en 1912 à Munich, a indiqué la suppression du droit de timbre comme l'un des moyens propres à donner de l'extension au chèque et par conséquent à alléger le marché monétaire.

CHÈQUES TIRÉS SUR L'ÉTRANGER OU A L'ÉTRANGER

Les chèques payables à l'étranger peuvent être tirés sur tous ceux à qui la loi du pays où le chèque est payable accorde la qualité de tiré ; lorsque les chèques sont tirés sur d'autres personnes que celles dont il vient d'être parlé, ils ne perdent pas leur effet, mais ils ne sont pas affranchis du droit de timbre.

En vertu de la règle « *Locus regit actum* », les mentions essentielles que doit porter un chèque émis à l'étranger ainsi que toute mention inscrite à l'étranger sont jugées suivant la loi du pays où l'émission a été faite ou la mention inscrite. Ceci s'applique en particulier à la mention « chèque » que les législations de nombreux pays n'exigent pas.

Si le chèque émis à l'étranger est conforme aux exigences de la loi allemande, on ne peut, parce qu'une infraction à la loi du lieu de l'émission aurait été commise, arguer de la nullité des mentions inscrites plus tard sur le chèque en Allemagne.

De même, la création à l'étranger d'un chèque payable en Allemagne est valable, ainsi qu'une mention écrite à l'étranger sur ce chèque, si elle est conforme aux prescriptions du droit allemand, et cela même si la forme du chèque ou de la mention ajoutée est en contradiction avec la

loi du pays, où le chèque a été créé. Cette prescription s'inspire des nécessités de la pratique.

En effet, les banques allemandes font souvent parvenir à leurs correspondants de l'étranger des modèles de chèques tout faits et établis selon la loi allemande ; la disposition finale de l'art. 26 a justement pour but de permettre cette pratique qui offre une grande sécurité pour le commerce.

En France, l'art. 9 de la loi de 1874 déclare applicables aux chèques tirés à l'étranger et payables en France toutes les prescriptions en vigueur pour les chèques émis en France. En Autriche, les prescriptions légales sont analogues à celles de l'Allemagne.

CONCLUSION

En 1912, se réunit à La Haye la conférence pour l'unification du droit relatif à la lettre de change et au chèque ; un rapport (1) fut présenté sur la question du chèque et celui-ci indiqua nettement l'opinion des délégués des nations sur les différents points.

A la suite de ce rapport fut élaboré un projet de règlement qui constitue une sorte de loi idéale et universelle du chèque, en conformité avec les opinions de la majorité des délégués.

Il serait intéressant de voir dans quelle mesure les solutions appliquées par la législation en vigueur en Allemagne ont été reprises dans le projet de règlement.

A une grande majorité, le Comité décida qu'il est inutile de donner une définition légale du chèque ; il suffit que la loi en mentionne les caractères principaux. Il décida également que le chèque doit contenir le mot « chèque ». Cette dénomination doit être insérée dans le corps même du titre : le mot « chèque » seul sera admis avec ses différentes orthographies.

Se conformant aux législations du groupe allemand et contrairement aux dispositions de la loi française, le Comité admit que l'existence de la provision n'est exigée

(1) Rapport présenté par MM. Carlin et Mayer au nom du comité central sur la question du chèque.

qu'au moment de la présentation du chèque et non au moment de sa création.

La question de savoir sur qui un chèque peut être tiré a été également résolue dans un sens analogue à celui de la législation allemande ; le projet de règlement porte que le chèque ne peut être tiré que sur un banquier ; toutefois un chèque tiré sur une autre personne reste valable.

De même, le projet n'admet pas l'endossement au profit du tiré et le déclare nul.

On émit le vœu que le règlement définitif fixât pour la présentation du chèque un délai maximum, délai estimé à dix jours, ce qui est précisément celui fixé par la loi allemande. Le Comité décida que, sauf le cas de perte ou de vol, le chèque ne deviendrait révocable qu'après l'écoulement du délai de présentation. Il se rallia également à l'admission dans le règlement de la clause de compensation qui est l'une des caractéristiques de la loi allemande.

Ce résumé du projet de règlement unique présenté à la Conférence internationale montre qu'il se conforme dans la plupart de ses dispositions à la législation allemande de 1908, et cette conformité prouve l'approbation que cette loi a rencontrée auprès des législateurs des nations représentées à la Conférence.

ANNEXE

LOI ALLEMANDE SUR LE CHÈQUE, DU 11 MARS 1908 (*Scheckgesetz*)

ARTICLE PREMIER. — Le chèque doit contenir .

1° Dans le texte même le mot de chèque ou l'expresssion équivalente de la langue étrangère dans laquelle il est libellé ;

2° Le mandat donné par le tireur au tiré de payer une certaine somme sur son avoir ;

3° La signature du tireur ;

4° L'indication du lieu et du jour de sa création.

ARTICLE 2. — Seuls peuvent figurer comme tirés :

1° Les établissements de droit public, ceux qui sont sous le contrôle de l'Etat et les associations dûment enregistrées qui, selon leurs statuts, reçoivent des dépôts d'argent et font des paiements pour le compte d'autrui, ainsi que les caisses d'épargne, si elles se conforment aux prescriptions de contrôle en vigueur dans le pays où elles fonctionnent ;

2° Les maisons inscrites au registre de commerce qui font habituellement des affaires de banque.

ARTICLE 3. — Sera considéré comme avoir le montant jusqu'à concurrence duquel le tiré est tenu de payer les chèques du tireur, conformément aux liens juridiques existants entre eux.

ARTICLE 4. — On peut indiquer comme bénéficiaire soit une personne ou maison de commerce, soit le porteur du

chèque. L'émetteur peut se désigner soi-même comme bénéficiaire.

Si le nom ou la raison commerciale du bénéficiaire sont suivis des mots : « ou au porteur » ou d'une mention équivalente ou si le chèque ne contient aucune indication relative au bénéficiaire, il sera considéré comme étant payable au porteur.

ARTICLE 5. — Le lieu indiqué à côté du nom ou de la raison de commerce du tiré sera considéré comme lieu de paiement. L'indication d'un autre lieu de paiement sera censée non écrite. Si aucun lieu n'est indiqué à côté du nom ou de la raison de commerce du tiré, c'est le lieu de création du chèque qui est considéré comme lieu de paiement.

ARTICLE 6. — Si la somme à payer est exprimée en lettres et en chiffres, c'est la somme en lettres qui sera valable en cas de non concordance. Si la somme est indiquée plusieurs fois en lettres et plusieurs fois en chiffres, la plus petite somme fera foi.

ARTICLE 7. — Le chèque est payable à vue ; toute indication contraire rend le chèque nul.

ARTICLE 8. — Le chèque émis au nom d'un bénéficiaire désigné peut être transmis par voie d'endos, si le tireur n'a pas interdit ce mode de transmission par les mots « non à ordre » ou une clause analogue.

La forme de l'endos, la preuve de l'identité du porteur d'un chèque endossé et le contrôle de cette identité ainsi que l'obligation qui incomberait éventuellement au porteur de se dessaisir du chèque sont regis par les prescriptions des articles 11 à 13, 36 et 74 de la loi sur les lettres de change.

L'endos figurant sur une copie du chèque est sans valeur,

de même l'endos signé par le tiré. Un tel endos est considéré comme un acquit.

ARTICLE 9. — Des chèques émis au profit d'un bénéficiaire déterminé et payables à l'étranger peuvent être créés en plusieurs exemplaires. Chaque exemplaire doit porter dans le texte l'indication de première, seconde, troisième, etc., ou une indication analogue, laute de quoi chaque exemplaire est considéré comme un chèque indépendant.

Si, de plusieurs exemplaires, l'un a été payé, les autres perdent leur valeur, mais l'endosseur qui aurait endossé plusieurs exemplaires du même chèque à des personnes différentes reste responsable en vertu de ses endossements ; de même restent tenus les endosseurs d'exemplaires non restitués lors du paiement.

ARTICLE 10. — Le chèque ne peut être accepté. La mention d'acceptation figurant sur le chèque est réputée non écrite.

ARTICLE 11. — Un chèque créé et payable dans le pays doit être présenté au tiré au lieu de paiement dans un délai de dix jours à partir de sa création.

Pour les chèques créés à l'étranger et payables en Allemagne, le conseil fédéral fixe le délai de présentation ; il en est de même pour les chèques créés dans le pays et payables à l'étranger, si les lois étrangères ne contiennent pas de disposition concernant les délais.

Si le dernier jour du délai tombe un dimanche ou un jour de fête légale, c'est le premier jour ouvrable qui est substitué au dimanche ou au jour de fête.

ARTICLE 12. — La remise d'un chèque à une chambre de compensation à laquelle le tiré est affilié vaut présentation au lieu de paiement, pourvu que la remise soit faite conformément aux règlements de la chambre de compensation. Le conseil fédéral désigne les établissements qui

doivent être considérés comme chambres de compensations au sens de cette loi.

ARTICLE 13. — Le tiré qui paie le montant d'un chèque peut demander la remise du chèque acquitté. L'expiration du délai de présentation n'enlève pas au tiré le droit de payer valablement le chèque.

La révocation d'un chèque n'a d'effet qu'après l'expiration du délai de présentation.

ARTICLE 14. — Le tireur ainsi que tout porteur d'un chèque peut en interdire le paiement en espèces par la clause « seulement pour la compensation » mise en travers du texte du chèque. Dans ce cas, le tiré ne peut payer le chèque que par compensation. La compensation vaut paiement au sens de la loi.

Cette interdiction est irrévocable ; la transgression rend le tiré responsable du dommage qui pourrait en résulter.

ARTICLE 15. — Les tireurs et les endosseurs sont garants, vis-à-vis du porteur, du paiement du chèque. De même pour le chèque au porteur, toute personne ou raison commerciale ayant apposé sa signature au dos du chèque est garante du paiement vis-à-vis du porteur. Cette disposition ne s'applique pas au tiré.

Si un endosseur a ajouté à son endos la clause : « sans garantie » ou une réserve analogue, il est libéré de l'engagement découlant de l'endossement.

ARTICLE 16. — Pour pouvoir exercer le recours, il faut prouver que le chèque a été présenté au paiement dans le délai voulu et qu'il n'a pas été payé, ou que la présentation a été tentée vainement.

La preuve ne peut être faite que :

1) Par une déclaration inscrite sur le chèque et signée par le tiré, et qui indique le jour de la présentation ;

2) Par un certificat de la chambre de compensation attestant que le chèque a été remis avant l'expiration du délai de présentation et qu'il n'a pas été payé ;

3) Par un protêt.

Les articles 87, 88, 90 et 91 de la loi sur les lettres de change s'appliquent à la présentation et au protêt du chèque.

Si le chèque contient la clause de ne pas faire protester, les dispositions de la loi sur les lettres de change sont applicables.

ARTICLE 17. — Pour la notification à faire aux cédants et leur droit d'intervenir, l'étendue du recours et le droit de biffer des endos, les dispositions des articles 45 à 48, 50 à 52 et 55 de la loi sur les lettres de change sont applicables. Cependant, le porteur d'un chèque présenté vainement au paiement est tenu de prévenir son cédant du non paiement dans les deux jours qui suivent les déclarations, certificat ou protêt mentionnés à l'article 16 et au plus tard dans les deux jours de l'expiration du délai de présentation.

ARTICLE 18. — Le porteur du chèque peut exercer son recours en garantie contre tous les garants ou contre quelques-uns ou contre un seul, sans pour cela perdre ses droits contre les garants qu'il n'aura pas mis en cause. Il a le choix du garant qu'il veut mettre en cause le premier.

Le débiteur ne peut opposer au porteur que les exceptions résultant de la validité de ses déclarations contenues dans le chèque ou résultant du texte du chèque ou celles qu'il pourrait avoir directement contre le porteur.

ARTICLE 19. — Le garant n'est tenu au paiement que contre remise du chèque ou de pièces constatant la présentation dans les délais et le non paiement ou une vaine ten-

lative de présentation, ou bien contre remise d'une quittance.

ARTICLE 20. — Le recours contre le tireur et les autres cédants se prescrit par trois mois si le chèque est payable en Europe à l'exception de l'Islande et des Iles Feroë, par six mois dans les autres cas.

La prescription commence à courir contre le porteur à l'expiration du délai de présentation ; contre chaque endosseur qui a payé avant qu'une action ne fût intentée contre lui, le jour du paiement ; dans tous les autres cas à partir de la date de l'assignation.

ARTICLE 21. — Le tireur dont la responsabilité ne peut être invoquée soit parce qu'on a omis de présenter le chèque à temps, soit pour cause de prescription, reste tenu vis-à-vis du porteur du chèque, mais seulement dans la mesure dans laquelle il s'enrichirait au préjudice de celui-ci.

ARTICLE 22. — Dans les cas mentionnés à l'article 14, alinéa 2 et article 21, l'action se prescrit par un an à dater de la création du chèque.

ARTICLE 23. — Si dans un chèque les signatures du tireur ou d'un endosseur sont falsifiées, ceux dont les signatures sont authentiques restent obligés.

ARTICLE 24. — Les dispositions de l'article 34 de la loi sur les faillites s'appliquent aux contestations relatives à un paiement fait en vertu d'un chèque.

ARTICLE 25. — Les chèques payables à l'étranger peuvent indiquer comme tirés tous ceux sur lesquels le droit étranger permet de tirer un chèque.

ARTICLE 26. — Les conditions essentielles d'un chèque créé à l'étranger, ainsi que toute déclaration apposée sur le chèque à l'étranger, seront appréciées selon les lois du

lieu, où le chèque a été créé ou du lieu où la déclaration a été apposée.

Si, toutefois le chèque créé à l'étranger ou la déclaration y apposée à l'étranger sont conformes aux dispositions de la loi allemande, on ne pourra arguer de ce qu'ils seraient contraires aux prescriptions de la loi du pays où le chèque a été créé ou la déclaration apposée pour déclarer nulles des mentions ajoutées ensuite sur le chèque en Allemagne.

De même, un chèque créé à l'étranger et payable en Allemagne, ainsi que les déclarations apposées à l'étranger sur un tel chèque, ont leur plein effet lorsqu'elles sont conformes à la loi allemande.

ARTICLE 27. — Des chèques égarés ou détruits, pourront être déclarés nuls par voie de publication légale. Le délai sera de deux mois au moins.

Une fois la procédure engagée, l'ayant-droit peut, lorsque le chèque aura été présenté dans les délais et sera resté impayé, en demander le paiement au tireur s'il fournit caution jusqu'à ce que la nullité soit déclarée.

ARTICLE 28. — Les contestations civiles basées sur les dispositions de la présente loi seront de la compétence du tribunal régional, si ce dernier est compétent en première instance. Pour les actions civiles, par demande principale ou reconventionnelle, fondées sur la présente loi, les débats et le jugement en dernier ressort sont de la compétence du tribunal d'Empire, conformément à l'article 8 de la loi d'introduction au code de procédure civile.

Les art. 602 à 606 du Code de procédure civile concernant le protêt s'appliquent aux actions en garantie basées sur un chèque.

Les procès ayant pour objet un tel recours sont considérés comme urgents.

ARTICLE 29. — Aux termes de l'art. 24 de la loi sur le timbre des lettres de change, seront considérés comme chèques non soumis au timbre les titres qui sont conformes aux dispositions des art. 1, 2, 7, 25, 26 de la présente loi.

Cette disposition ne s'applique pas aux chèques mis en circulation avant le jour indiqué comme date de création. Est solidairement responsable du paiement du droit qui conque a participé à la mise en circulation du chèque en Allemagne avant la date de création, au sens de l'art. 5 de la loi sur le timbre d'effets de commerce.

ARTICLE 30. — La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} avril 1908. Ses dispositions ne s'appliquent pas aux chèques créés avant cette date.

LOI ALLEMANDE SUR LE CHANGE DE 1898

(*Wechselordnung*)

ARTICLE 11. — L'endos doit être écrit sur la lettre de change ou sa copie, ou sur une allonge attachée à la lettre de change ou sa copie.

ARTICLE 12. — L'endos est valable même si le cédant n'écrit que son nom au verso de la lettre de change ou de la copie, ou sur l'allonge.

ARTICLE 13. — Tout porteur d'une lettre de change a le droit de remplir les endos en blanc qui sont apposés, mais il peut aussi endosser la lettre de change sans remplir les blancs.

ARTICLE 36. — Le porteur d'une lettre de change est reconnu légitime propriétaire de cette lettre, si une suite continue d'endos mène jusqu'à lui. — Le premier endos doit par conséquent être signé par le premier bénéficiaire, et tout endos suivant par celui qui était désigné comme cessionnaire dans l'endos précédent. — Si un endos en blanc est suivi par un autre endos, il est présumé que le signataire de ce dernier est devenu propriétaire de la lettre de change au moyen de l'endos en blanc. — Les endos biffés sont considérés comme inexistants. Le payeur d'une lettre de change n'est pas obligé de vérifier l'authenticité des endos.

ARTICLE 74. — Le porteur d'une lettre de change, légitimé selon les dispositions de l'article 36 ne peut être obligé à s'en dessaisir que lorsqu'il l'a acquise de mauvaise foi ou avec une négligence grave.

ARTICLE 87. — Tout protêt doit être dressé par un notaire, un fonctionnaire du tribunal ou un employé des postes. L'assistance de témoins ou d'un greffier n'est pas nécessaire.

ARTICLE 88. — Le protêt doit contenir :

1° Le nom ou la raison de commerce des personnes qui font dresser le protêt et de celles contre lesquelles le protêt est dressé ;

2° L'indication que la personne contre laquelle le protêt est fait a été invitée sans succès à remplir son engagement en raison de la lettre de change, ou n'a pas été rencontrée ou que son domicile commercial ou privé n'a pu être trouvé ;

3° L'indication du lieu et de la date où l'invitation mentionnée à l'alinéa 2 a été faite ou a été tentée sans succès.

4° Dans le cas d'une intervention pour l'acceptation ou le paiement, la mention de la personne pour qui et de quelle façon l'intervention a été offerte et a eu lieu.

ARTICLE 88 *bis*. — Le protêt, faute de paiement, doit être inscrit sur la lettre de change même, ou sur une feuille attachée à la lettre de change. Le protêt sera inscrit immédiatement à la suite de la dernière mention, ou à son défaut, directement au bord du verso.

Si le protêt est écrit sur une feuille attachée à la lettre de change, le cachet ou le timbre de l'officier ministériel sera apposé à l'endroit où cette feuille est attachée ; dans ce cas, il n'est pas nécessaire que le cachet ou le timbre soit apposé à côté de la signature du fonctionnaire.

Si le protêt est dressé avec présentation de plusieurs exemplaires de la même lettre de change, ou de l'original et d'une copie, il suffit de le mentionner sur l'un des exemplaires ou sur l'original.

La mention est soumise aux dispositions de l'alinéa 2 et de l'alinéa 3, du paragraphe premier. Le fonctionnaire chargé du protêt signera la mention.

ARTICLE 89 A. — Le paiement peut être fait entre les mains de l'officier ministériel. Le droit de ce fonctionnaire de recevoir le paiement ne peut être écarté.

ARTICLE 90. — Des erreurs de plume, omissions et autres défauts dans l'acte de protêt peuvent être rectifiés par l'officier ministériel jusqu'à la remise du document à la personne pour laquelle le protêt a été fait. La rectification doit être mentionnée comme telle et signée.

Une copie certifiée du protêt doit être conservée. Une mention doit être faite du contenu de la lettre de change. La mention comprendra les indications suivantes :

- 1° Le montant de la lettre de change ;
- 2° La date de paiement ;
- 3° Le lieu, le jour du mois et l'année de la création de la lettre de change ;
- 4° Le nom du tireur, du bénéficiaire et du tiré ;
- 5° Au cas où une personne autre que le tiré est désignée comme payeur, le nom de cette personne ainsi que les noms des personnes désignées au besoin ou des intervenants.

Les copies et mentions seront conservées.

ARTICLE 91. — La présentation à l'acceptation ou au paiement, la levée du protêt, la réclamation d'un duplicata de la lettre de change ainsi que toute la procédure à faire chez une personne désignée, doivent être faites dans ses locaux de commerce, ou s'il n'en existe pas, à son domicile.

L'opération ne peut être faite à un autre endroit, à la Bourse par exemple, qu'avec le consentement des deux parties.

Si le protêt mentionne que le bureau ou le domicile n'a pu être trouvé, le protêt n'est pas frappé de nullité parce qu'il eût été possible de les trouver. Cette disposition ne dégage pas la responsabilité du fonctionnaire qui aura omis de faire les recherches nécessaires.

Si cependant une investigation au bureau de police de l'endroit est restée sans résultat, le fonctionnaire n'est pas obligé de faire d'autres recherches.

ARTICLE 91 A. — Une opération faite au bureau ou au domicile de l'une des parties est valable aussi si, au lieu de l'endroit où se trouve ce bureau ou ce domicile, la lettre de change porte l'indication d'un endroit voisin. Avec le consentement des parties, les opérations à faire chez l'une d'elles peuvent aussi bien avoir lieu à un endroit voisin de celui porté sur la lettre de change.

ARTICLE 92 II. — Le protêt ne doit être dressé qu'entre 9 heures du matin et 6 heures du soir. En dehors de ces heures, le protêt ne peut être fait que si la personne contre laquelle il est dressé y consent expressément.

ARTICLE 42. — La clause de ne pas faire protester (sans protêt, sans frais, etc.) dispense du protêt mais non de l'obligation de la présentation dans les délais. A l'auteur de la clause incombe la preuve, s'il conteste que la présentation ait eu lieu en temps utile. Cette clause ne dispense pas de l'obligation au remboursement des frais de protêt.

ARTICLE 45. — Le porteur d'une lettre de change protestée faute de paiement est tenu d'avertir son cédant par écrit du non paiement, dans les deux jours après le protêt ; il suffit que la lettre soit mise à la poste dans ce délai. Tout cédant ainsi averti doit prévenir son prédécesseur de la même façon et dans le même délai du jour où il aura reçu l'avis. Le porteur ou cessionnaire qui omet de donner cet avis

ou qui ne le donne pas à son prédécesseur immédiat devient par cela responsable envers tous les prédécesseurs, ou envers ceux qu'il n'aura pas avertis, du dommage résultant de cette omission, et il ne pourra leur réclamer ni intérêts ni frais, mais seulement le principal de la lettre de change.

ARTICLE 46. — La preuve de l'avis donné au cédant peut être faite par une attestation de la poste constatant qu'une lettre lui a été remise, à moins qu'il ne soit démontré que cette lettre avait un autre contenu. La date de la réception de l'avis peut être prouvée de la même façon.

ARTICLE 47. — Si un porteur a endossé la lettre de change sans mentionner son domicile, le cédant précédent doit être avisé du défaut de paiement.

ARTICLE 50. — Le recours du porteur qui a fait protester faute de paiement se limite :

- 1° Au principal de la lettre de change avec l'intérêt à 6 0/0 l'an à partir de la date de l'échéance ;
- 2° Aux frais de protêt et autres débours ;
- 3° A une commission de 1/3 0/0.

ARTICLE 51. — L'endosseur qui a payé la lettre de change ou l'a reçue en paiement, est en droit de réclamer à un endosseur précédent ou à l'émetteur ;

1° La somme qu'il a payée ou pour laquelle il a reçu en paiement la lettre de change, avec 6 0/0 d'intérêt l'an du jour de paiement ;

2° Les frais ;

3° Une commission de 1/3 0/0.

ARTICLE 52. — Les dispositions des articles 50 et 51 numéros 1 et 3 n'excluent pas, si le recours est exercé à l'étranger, l'application des taux plus élevés qui pourraient y être autorisés.

ARTICLE 53. — Tout endosseur qui s'est acquitté envers un

de ces cessionnaires est en droit de biffer son endos et les endos suivants.

ARTICLE 54. — Celui contre lequel le recours est exercé n'est obligé de payer que contre remise de la lettre de change, d'un protêt et d'un compte de retour acquitté.

ARTICLE 78. — Le recours du porteur (Article 50) contre l'émetteur et les autres signataires se prescrit :

Par 3 mois si la lettre de change était payable en Europe (à l'exception de l'Islande et des Iles Feroë) ;

Par 6 mois si la lettre de change était payable dans les pays de la côte d'Asie et d'Afrique, de la Méditerranée ou de la Mer Noire, ou dans les îles de ces mers ;

Par 18 mois si la lettre de change était payable dans un autre pays hors d'Europe, ou en Islande ou aux îles Feroë.

La prescription court contre le porteur à partir du jour du protêt.

ARTICLE 79. — Les mêmes délais de prescription s'appliquent au recours de l'endosseur.

La prescription court contre l'endosseur, du jour du paiement, s'il a payé avant le commencement des poursuites, dans les autres cas à partir de la signification des poursuites.

ARTICLE 83. — Si l'obligation de l'émetteur ou de l'acceptant est éteinte par prescription ou par l'omission des formalités prescrites par la loi, ils restent obligés vis-à-vis du porteur seulement dans la mesure où ils se seraient enrichis à son détriment.

Cette obligation n'existe pas pour les endosseurs.

ARTICLE 75. — Même si la signature du créateur d'une lettre de change est fausse ou falsifiée, l'acceptation et les endos authentiques n'en conservent pas moins leur effet

ARTICLE 76. — Si une lettre de change porte une acceptation ou des endos faux ou falsifiés, les endosseurs et le créateur dont les signatures sont authentiques, restent engagés.

Paris, le 5 avril 1913,

Vu,
Le président de la thèse :
Ch. LYON-CAEN.

Vu,
Le Doyen :
P. CAUWËS.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS

Docteur Max Apt. — Scheckgesetz, Berlin 1908.

Docteur W. Conrad. — Handbuch des deutschen Scheckrechts, Stuttgart 1908.

Docteur F. Meyer. — Das Welt-Scheckrecht, Berlin 1912.

Kuhlenbeck. — Das deutsche Scheckgesetz 1908 ; Der Scheck : Seine wirtschaftliche und juristische Natur, Leipzig 1890.

Fritz Norden. — La loi allemande du 11 mars 1908 sur le chèque (Bruxelles).

Lyon-Caen et Renault. — Traité de droit commercial, tome 4.

Maurice Bellom. — Le chèque moderne. Etude suivie d'un projet de loi, Paris 1909.

Martin Bloch. — Le chèque postal.

Documents parlementaires allemands :

Tome 244. — Projet du gouvernement avec l'exposé des motifs de la loi.

Tome 230. — Compte rendu des séances du Reichstag. — Première lecture (22 et 23 janvier 1908) ; Deuxième lecture (21 février 1908) ; Troisième lecture (25 février 1908).

Tome 245. — Texte modifié après la première lecture.

Tome 246. — Texte modifié après la deuxième lecture.

Siegmund Probst. — Die Grundlagen unseres Depositen- und Scheckwesens, Leipzig 1908.

Docteur G. Cohn. — Der Kampf um ein Scheckgesetz ; Bank-Archiv, Zeitschrift für Bank- und Börsenwesen VI, numéro 14 et 15 ; Zur Geschichte des Schecks ; Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft. Années 1878, 1879, 1881 ; Der vorläufige Entwurf eines Scheckgesetzes ; Zeitschrift für das gesamte Handelsrecht, vol. 61.

Moltmann. — Entwurf eines Scheckgesetzes : Zeitschrift für vergl. Rechtswissenschaft, 1904.

Riesser. — Bemerkungen zum vorläufigen Entwurf eines deutschen Scheckgesetzes, 1908.

Handwoerterbuch der Staatswissenschaften ; Der Scheck, par G. Cohn.

Schanz. — Woerterbuch der Volkswirtschaft.

Docteur Leo Geller. — Das österreichische Scheckgesetz, tome 3. April 1906, Vienne 1906.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
INTRODUCTION	5
Rôle économique du chèque en Allemagne.	9
Etat du droit en Allemagne avant la loi de 1908.	19
Coutumes commerciales. — Jurisprudence. — Conventions	25
Historique de la loi	29
Esprit général de la nouvelle législation.	39
Nature juridique du chèque	47
ANALYSE DE LA LOI DE 1908. — La forme extérieure du chèque	53
La qualité de tiré	59
La provision	65
Les différentes espèces de chèques. — Le lieu et le mode de paiement	68
L'endossement	72
L'acceptation	76
Délai de présentation	78
Paie ment du chèque	81
Révocation du chèque	82
La compensation	85
Chèques non payés	90
Le recours contre les endosseurs.	92
Prescription	100
Déclaration de nullité	103
L'action d'enrichissement	104
Chèques faux ou falsifiés	105
Droit de timbre	109
Chèques tirés sur l'Etranger ou à l'Etranger.	112
Conclusion	114
ANNEXE. — Loi allemande sur le chèque, du 11 mars 1908 (Scheckgesetz)	119
Loi allemande sur le change de 1898 (Wechselordnung).	127
Principaux ouvrages consultés	135
Table des matières	139
